

REVUE DE PRESSE

11 février 2021

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

CORONAVIRUS

III RÉSULTATS SCOLAIRES

Pas une catastrophe, estime Roberge

Le ministre de l'Éducation confirme qu'une aide pédagogique sera offerte l'été prochain

MARCO FORTIER
LE DEVOIR

Les élèves de 3^e et de 4^e secondaire sont les plus touchés par les perturbations liées à la pandémie : le quart d'entre eux ont échoué en mathématiques lors de la première moitié de l'année scolaire, selon un échantillon compilé par Québec. Les résultats des élèves québécois sont globalement « rassurants », estime néanmoins le ministre de l'Éducation Jean-François Roberge.

« C'est quand même rassurant, ces résultats-là. Ce n'est pas la catastrophe annoncée », a fait valoir le ministre Roberge en conférence de presse mercredi. Les taux d'échec de 30 % ou de 50 % prédits par des observateurs au cours de l'automne ne se sont pas matérialisés.

Le taux d'échec des élèves de 3^e secondaire en mathématiques a augmenté de trois points de pourcentage par rapport à l'année précédente, à 25,6 %, tandis qu'en 4^e secondaire, la hausse a été de 4,2 points, à 23,2 %. Le nombre d'élèves en situation d'échec de 4^e secondaire en sciences a aussi augmenté de deux points de pourcentage, à 18,5 %.

Ailleurs dans le réseau scolaire,

les résultats scolaires ont peu varié par rapport à l'année précédente malgré les perturbations causées par les fermetures de classe ou par l'enseignement à distance.

Le ministère de l'Éducation est parvenu à ces conclusions en scrutant les bulletins de 84 000 élèves issus de 214 écoles, dont 97 écoles secondaires. Sur les 198 écoles publiques de l'échantillon, plus du tiers provenait de la Communauté métropolitaine de Montréal, et 36 % de ces écoles étaient parmi les plus défavorisées.

Apprentissages réduits

Le ministre Roberge convient que les tendances révélées par le premier bulletin de l'année scolaire, remis aux parents la semaine dernière, ont une valeur limitée. Les apprentissages en classe ont été élagués par bien des enseignants qui se retrouvaient avec des groupes plus faibles à cause des chamboulements provoqués par la pandémie. Le ministre lui-même a transmis aux écoles, en septembre et en janvier, une liste des « savoirs essentiels » à prioriser.

M. Roberge a confirmé qu'une aide pédagogique serait offerte l'été prochain aux élèves qui ont besoin de rattrapage, sans préciser la forme que prendront ces camps d'été. D'ici là, le programme de tutorat annoncé le mois

dernier se met en place dans les écoles, a fait valoir le ministre de l'Éducation. Il rappelle que les écoles et les centres de services peuvent puiser dans certains budgets inutilisés pour financer tous leurs besoins de tutorat.

Le ministre de l'Éducation a annoncé que le premier bulletin vaudra 35 % de la note finale. La deuxième moitié de l'année scolaire comptera ainsi pour 65 % de la note, sans examens ministériels de fin d'année, qui ont été annulés. Cette pondération a été bien accueillie dans le réseau scolaire.

Analyse plus fine requise

Kathleen Legault, présidente de l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES), estime que la relative stabilité des taux d'échec reste une bonne nouvelle. « Les apprentissages ont été réduits par rapport à d'habitude, mais ils ont quand même été plutôt bien compris par les élèves », souligne-t-elle.



M^{me} Legault souhaite que le ministère de l'Éducation dévoile une analyse plus fine des résultats scolaires pour que les écoles puissent cibler les milieux qui ont le plus besoin de mesures de rattrapage.

Marc St-Pierre, ancien enseignant et directeur de commission scolaire, est du même avis. « Plus les résultats seront précis, plus les stratégies de rattrapage pourront être ciblées pour un maximum d'effets », a-t-il réagi sur sa page Facebook.

« Quelle proportion d'élèves par rapport à l'an passé entre 40-59, 60-69, 70-79, 80 et plus ? Les gars vs les filles ? Milieux favorisés vs défavorisés ? Juste les taux d'échecs moyens ne fournissent aucune indication de qualité sur les effets des mesures sanitaires sur la distribution des résultats. »

C'est quand même rassurant, ces résultats-là. Ce n'est pas la catastrophe annoncée.

JEAN-FRANÇOIS ROBERGE



Le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, a fait valoir que le programme de tutorat annoncé le mois dernier est toujours en train d'être mis en place dans les écoles.

RYAN REMIORZ LA PRESSE CANADIENNE

ACTUALITÉS

« CE N'EST PAS INSURMONTABLE », ESTIME LE MINISTRE ROBERGE

HUGO PILON-LAROSE
LA PRESSE

QUÉBEC — Le gouvernement Legault observe une hausse du taux d'échec au premier bulletin en mathématiques et en français pour certains niveaux du secondaire dans les écoles du Québec.

En point de presse, mercredi, le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, a dévoilé les résultats d'une étude statistique réalisée par son ministère concernant le retard scolaire potentiel des élèves québécois en période de pandémie de COVID-19. Il a aussi annoncé que le premier bulletin, remis la semaine dernière, vaudra 35 % de l'année scolaire. Le deuxième et dernier bulletin, remis en juin, aura une pondération de 65 %.

Selon les données fournies par Québec, le taux d'échec au premier bulletin a augmenté cette année pour les élèves de troisième à cinquième secondaire en mathématiques et pour les élèves de deuxième à cinquième secondaire en français.

De façon plus précise, le taux d'échec en mathématiques pour les élèves de quatrième secondaire s'élève au premier bulletin à 23,2 %.

Il s'agit d'une hausse de 4,2 points de pourcentage comparativement aux résultats de la dernière année scolaire, la plus forte variation du taux d'échec observée par le ministère.

Pour les élèves de troisième secondaire en mathématiques, le taux d'échec s'élève à 25,6 %, en hausse de 3 points de pourcentage.

En français, la plus forte variation du taux d'échec s'observe en troisième secondaire, alors que celui-ci augmente de 1,9 point de pourcentage, s'établissant à 18,8 %. En cinquième secondaire, le taux d'échec se situe à 14,8 %, en hausse de 1,7 point de pourcentage, alors qu'il augmente de 1,5 point de pourcentage en deuxième secondaire.

Les chiffres publiés mercredi par Québec nuancent ce qu'a observé la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE), qui a diffusé plus tôt cette semaine des données préliminaires qu'elle a recueillies auprès de 80 écoles primaires et d'une trentaine d'écoles secondaires publiques du Québec. Selon la FQDE, le taux d'échec en français oscillerait au premier bulletin autour de 20 %, et autour de 25 % en mathématiques (alors qu'ils se situent habituellement à 10 et 15 % respectivement).

DES DONNÉES « ENCOURAGEANTES »

Jean-François Roberge estime que les données compilées par son ministère sont « encourageantes » et que les variations du taux d'échec ne « [sont] pas insurmontables ». Il reconnaît tout de même qu'il faut être prudent en comparant le premier bulletin de l'année précédente à celui de la présente année scolaire, alors que nombre d'enseignants ont réduit la matière aux savoirs essentiels.

« C'est une comparaison qui a ses limites, [mais] qui apporte un éclairage intéressant », a-t-il dit.

« C'est important d'avoir un portrait statistique, bien qu'imparfait, mais rigoureux en fonction de la taille de l'échantillon et de la composition de l'échantillon pour savoir où on en est pour prendre la décision sur la pondération des étapes. »

— Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation

Pour présenter son propre bilan du premier bulletin, le ministère de l'Éducation a recueilli des données auprès de 198 écoles du réseau public et de 16 écoles du réseau privé.

« Ces écoles sont en très grande majorité publiques (92,5 %) et enseignent en langue française (84,6 %). Parmi les écoles publiques consultées, environ le tiers (34,3 %) sont situées dans la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). L'indice de défavorisation (IMSE) des écoles publiques sollicitées est représentatif de la distribution observée pour l'ensemble du Québec », explique le ministère dans une note méthodologique.

ENCORE DU RATTRAPAGE

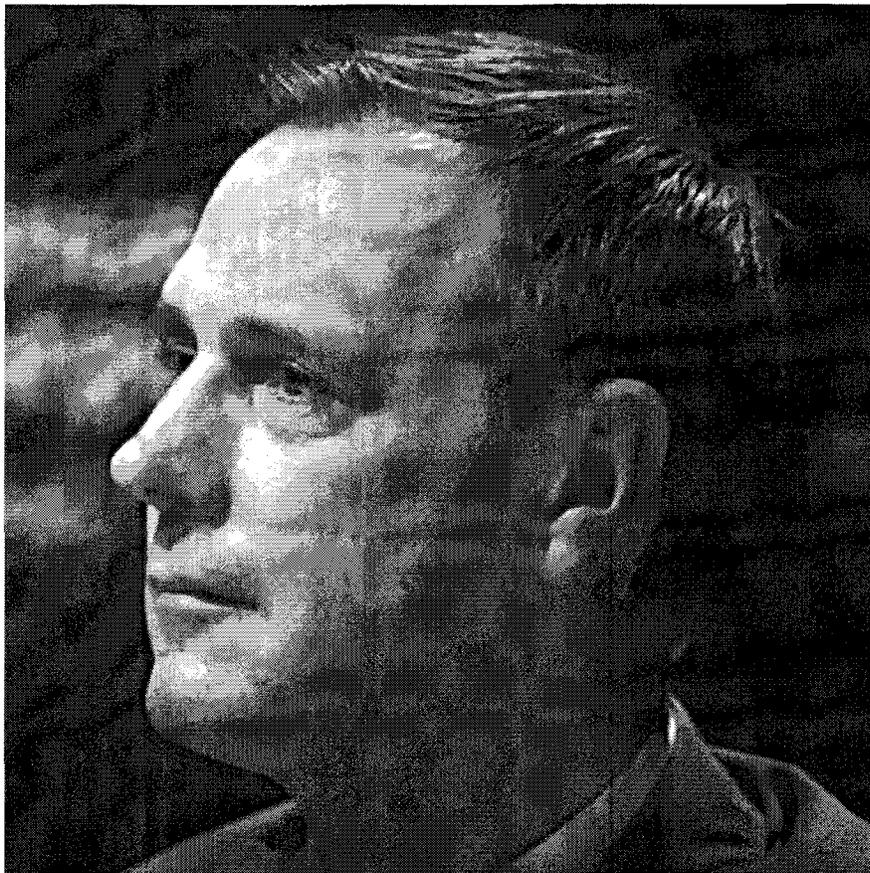
Le ministre de l'Éducation estime qu'il faudra plus d'un an pour reprendre le retard accumulé dans les écoles. Pour les élèves qui terminent cette année leur cinquième secondaire, des mesures de rattrapage pourront aussi être mises en place dans les cégeps, a-t-il annoncé.

« Il ne faut pas se mentir tout le monde ensemble, collectivement, puis se faire croire que tout va bien parce que les taux de réussite sont comparables [à l'an dernier]. »

— Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation

« Je pense que ce serait de se mentir à tous. C'est important de le préciser », a dit M. Roberge. Il souhaite profiter du prochain été « pour donner de l'aide à ceux qui en auront besoin ».

« Je suis conscient qu'il y a quand même un rattrapage à faire. C'est peut-être un paradoxe parce qu'on dit qu'il y a peu de changements dans les taux de réussite, mais je pense qu'il y a des élèves qui ont quand même des retards qu'ils ont pris pendant cette période-là. Et je suis conscient aussi qu'il y a des enseignants qui peuvent avoir adapté leurs évaluations », a précisé le ministre.



ÉDUCATION Secondaire

Le taux d'échec moins pire qu'anticipé, selon Roberge

Le quart des jeunes de 3^e et 4^e secondaire ont échoué en mathématique

Malgré une hausse du taux d'échec au secondaire, le ministre Jean-François Roberge est rassuré par le premier bulletin des élèves québécois, en cette année scolaire perturbée par la pandémie. Mais attention, les jeunes de la cohorte 2020-2021 n'auront pas acquis autant de connaissances que les cuvées précédentes.

GENEVIÈVE LAJOIE
Bureau parlementaire

« Ce n'est pas la catastrophe annoncée », a laissé tomber hier le ministre de l'Éducation, à l'occasion du dévoilement d'un sondage réalisé auprès de 241 écoles du Québec. En novembre dernier, les directions d'école anticipaient un taux d'échec de 30 % au secondaire.

Si la réussite des écoliers du primaire est sensiblement la même que l'an dernier, force est de constater que l'épidémie de COVID-19 a eu davantage d'impact sur les résultats scolaires des adolescents, notamment ceux qui ne fréquentent l'école en personne qu'une journée sur deux.

Le quart des jeunes de 3^e et 4^e secondaire ont échoué en mathématique. Il s'agit d'une augmentation de trois à quatre points de pourcentage par rapport à l'année précédente. On note aussi une hausse des échecs en français et en sciences.

Pourtant, le programme imposé cette année aux élèves est allégé dans bien des classes parce que les enseignants ont jugé

bon se concentrer sur l'essentiel.

Le ministre Roberge a admis que les cohortes 2020-2021 « n'auront pas les mêmes acquis » que celles des années précédentes.

Puisqu'il n'est pas question pour le moment d'envisager un retour à temps plein des élèves du deuxième cycle du secondaire en classe en raison de la situation épidémiologique, Jean-François Roberge compte sur le tutorat pour aider les adolescents qui en arrachent.

Une banque d'enseignants chargés d'accompagner les jeunes en difficulté a été mise sur pied. « On laisse aux équipes-écoles puis aux enseignants le soin de choisir les élèves qui en ont davantage besoin et les matières sur lesquelles on va insister. »

La pondération des bulletins a également été ajustée. Le premier bulletin représentera 35 % de la note finale, et le second 65 %.

TRAVAIL « BÂCLÉ »

La députée libérale Marwah Rizqy estime que le coup de sonde du ministre Roberge est un travail « bâclé ».

L'échantillon est trop petit et les écoles ont été choisies par le ministère de l'Éducation, déplore-t-elle notamment.

Selon la députée de Saint-Laurent, si le taux d'échec est un indicateur important, on doit également s'intéresser aux élèves dont les notes ont chuté drastiquement, mais qui ont tout de même obtenu la note de passage.

« Il faut être déconnecté, il n'a pas les données pour être rassuré », insiste-t-elle.



TAUX D'ÉCHEC AU SECONDAIRE

Matières	2019-2020	2020-2021
Écriture 1 ^e secondaire	18,6 %	17,1 %
Mathématique 1 ^e secondaire	19,4 %	16,3 %
Écriture 2 ^e secondaire	15,6 %	17,1 %
Mathématique 2 ^e secondaire	22,3 %	22,2 %
Écriture 3 ^e secondaire	16,7 %	18,8 %
Mathématique 3 ^e secondaire	22,6 %	25,6 %
Écriture 4 ^e secondaire	16,0 %	16,2 %
Mathématique 4 ^e secondaire	19,0 %	23,2 %
Sciences 4 ^e secondaire	16,5 %	18,5 %
Histoire 4 ^e secondaire	16,1 %	16,6 %
Écriture 5 ^e secondaire	13,1 %	14,8 %
Mathématique 5 ^e secondaire	15,0 %	15,8 %

Échantillon

214 écoles

- 108 écoles primaires (les résultats restent semblables)
- 9 écoles primaires secondaires
- 97 écoles secondaires

SOURCE : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Au cours d'une conférence de presse, hier, à Québec, le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, a dit compter sur le tutorat pour aider les adolescents qui en arrachent à l'école.

CAPTURE D'ÉCRAN
TVA NOUVELLES



leSoleil

Écoles: 65 % pour la deuxième étape

OLIVIER BOSSÉ
LE SOLEIL

Le ministre de l'Éducation a tranché. À la lumière des résultats du premier bulletin, la deuxième et dernière étape de l'année scolaire vaudra 65 % de la note finale.

«Ce n'est pas la catastrophe annoncée», a rassuré Jean-François Roberge, mercredi après-midi, en point de presse.

Pour annoncer la nouvelle pondération de 35 % pour le premier bulletin et de 65 % pour le second, le ministre de l'Éducation s'est appuyé sur les résultats des élèves de 214 écoles à travers le Québec. Échantillon se voulant le plus représentatif possible, a-t-il dit. Le Québec compte 3082 écoles primaires et secondaires.

En temps normal, une année scolaire compte trois étapes valant 20 %, 20 % et 60 %, pour la dernière.

Cette année, la situation de la COVID-19 a convaincu le ministre de s'en tenir à deux bulletins. Entre autres pour réduire la charge de travail des enseignants et pour donner le temps aux enfants de s'acclimater aux mesures sanitaires.

Dans 7 % des écoles, donc, le ministère a comparé les taux d'échec du deuxième bulletin de l'année scolaire 2019-2020, décerné juste avant le début de la pandémie en mars dernier, avec les notes du premier bulletin de l'année scolaire 2020-2021, remis le 5 février.

On constate certaines variations, mais rien de très significatif aux yeux du ministre.

«Il faut aussi s'encourager, comme réseau, comme État, en voyant les résultats qu'on voit aujourd'hui. C'est le résultat du travail acharné des enseignants, des équipes de soutien, des professionnels. Il y a beaucoup de dévouement, mais surtout du professionnalisme, dans nos écoles, ce n'est pas juste une question de cœur, c'est une question évidemment de compétence», a affirmé le ministre Roberge, adoptant depuis quelque temps un ton plus conciliant.

Les inquiétudes les plus frappantes se trouvent dans les classes de mathématiques de secondaires 3 et 4. Hausse du taux d'échec de 3 %, en troisième secondaire (25,6 %), et de 4,2 %, en quatrième secondaire (23,2 %). Matière affichait déjà un taux d'échec élevé pour ces niveaux même avant la pandémie, soit de 22,6 % et de 19 %.

On note aussi une amélioration de plus de 3 % en mathématique de première secondaire, où le taux d'échec a chuté de 19,4 % à 16,3 %.

Pas les mêmes contenus

Bien qu'il le qualifie de «rigoureux», le ministre convient que ce portrait statistique s'avère «imparfait». Car on compare ici des notes obtenues pour une même matière, mais le contenu enseigné n'a pas nécessairement été le même.

M. Roberge a adressé deux documents aux enseignants, en septembre et en janvier, concernant l'élagage des programmes réguliers et l'identification des «savoirs essentiels».

«Je suis conscient qu'il y a quand même un rattrapage à faire. C'est peut-être un paradoxe parce qu'on dit qu'il y a peu de changement dans les taux de réussite, mais je pense qu'il y a des élèves qui ont quand même des retards qu'ils ont pris pendant cette période-là. Et je suis conscient aussi qu'il y a des enseignants qui peuvent avoir adapté leurs évaluations. Donc, il ne faut surtout pas baisser les bras, penser que la pandémie n'a pas eu d'impact dans nos écoles. Ce que je constate, c'est que les jeunes sont globalement encouragés de continuer parce qu'il n'y a pas plus d'échecs cette année que l'an passé à date», résume le ministre.

«Mais il ne faut pas se mentir tout le monde ensemble, collectivement, puis se faire croire que tout va bien, puis que, parce que les taux de réussite sont comparables, on a exactement le même niveau d'acquis que l'an dernier. Je pense que ce serait de se mentir à tous. C'est important de le préciser», reconnaît-il, parlant d'encore une année de rattrapage post-COVID, peut-être deux.

Il promet le plus de soutien possible à tous les élèves qui en auront besoin, sous forme de tutorat, de programmes d'été ou autres.

Voici les taux d'échec compilés par le ministère de l'Éducation auprès d'un échantillon de 214 écoles.

Matières 2019-2020 2020-2021

3e primaire

Lecture	11,8 %	11,8 %
Mathématique	8,7 %	8,2 %

6e primaire

Écriture	7,0 %	7,9 %
Mathématique	7,7 %	6,8 %

1re secondaire

Écriture	18,6 %	17,1 %
Mathématique	19,4 %	16,3 %

2e secondaire

Écriture	15,6 %	17,1 %
Mathématique	22,3 %	22,2 %

3e secondaire

Écriture	16,7 %	18,8 %
Mathématique	22,6 %	25,6 %

4e secondaire

Écriture	16,0 %	16,2 %
Mathématique	19,0 %	23,2 %
Sciences	16,5 %	18,5 %
Histoire	16,1 %	16,6 %

5e secondaire

Écriture	13,1 %	14,8 %
Mathématique	15,0 %	15,8 %

ACTUALITÉS

« Plateau élevé »

Malgré une baisse des cas de COVID-19 ces dernières semaines, la métropole connaît « un plateau élevé » à environ 500 cas par jour, ce qui ne laisse entrevoir aucun déconfinement de sitôt, a indiqué mercredi la D^{re} Mylène Drouin, directrice de la Santé publique de Montréal. Une hausse des éclosions dans les écoles primaires inquiète les autorités, alors que quatre écoles ont dû être fermées. L'évolution du nombre d'infections aux différents variants du coronavirus sera aussi surveillée de près : jusqu'à 44 personnes pourraient être atteintes du variant britannique à Montréal.

Boris Proulx





 ICI Québec

Incursion dans une école secondaire à l'ère de la COVID-19



À la 3e période, c'est l'heure du changement de masque.

PHOTO : RADIO-CANADA / MARIE-PIER MERCIER

Marie-Pier Mercier

Sébastien Tanguay

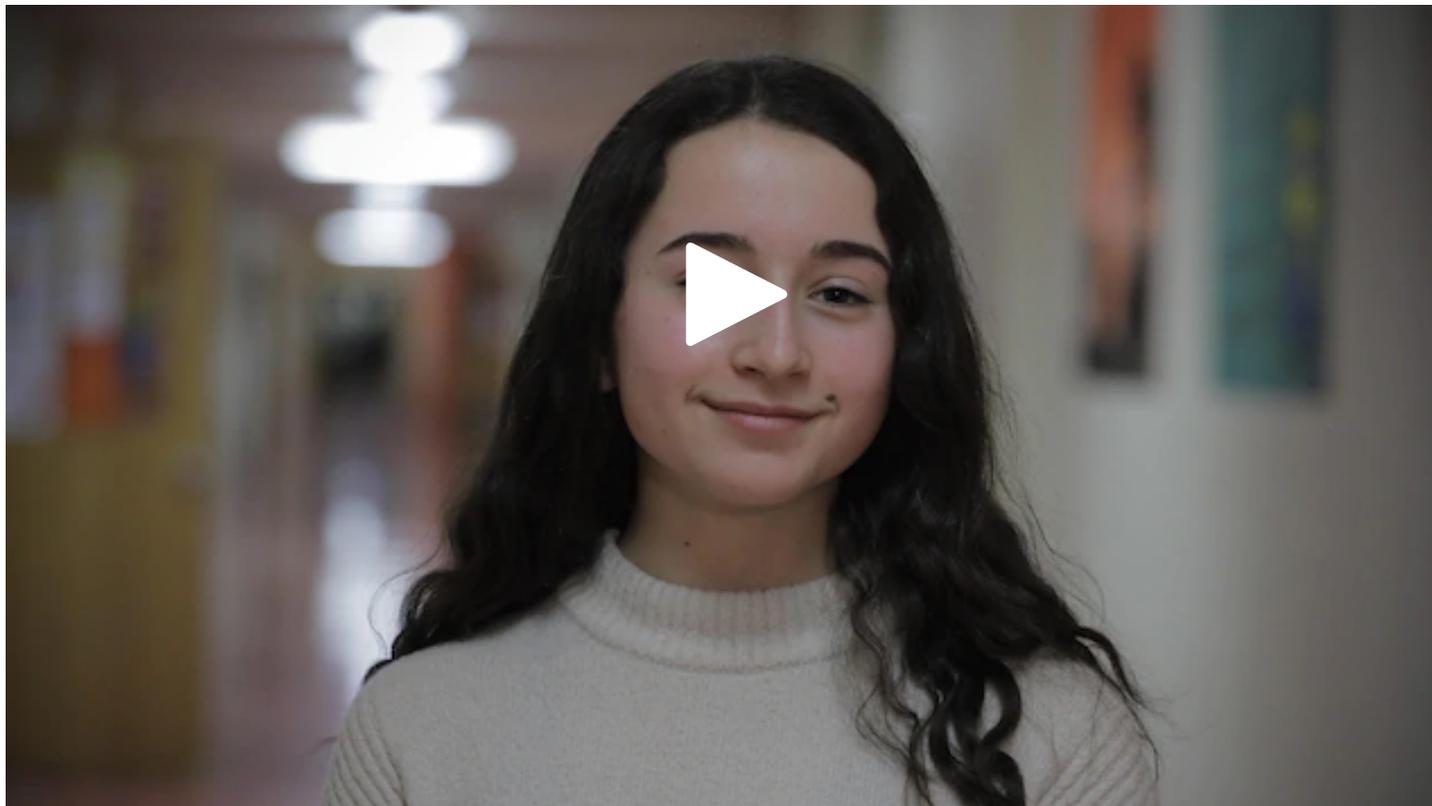
2021-02-10 | Mis à jour hier à 19 h 36

Chaque jour dans les écoles du Québec, des milliers d'élèves s'isolent du reste du monde dans des classes sous cloche : les bulles. Fragiles, celles-ci préservent le peu de normalité qu'il reste à une année scolaire chamboulée par la pandémie. Pour la première fois, Radio-Canada a vécu une journée dans une école publique de la région de Québec à l'ère de la COVID-19, là où tout un réseau scolaire se mobilise pour empêcher les bulles d'éclater.

Il est 9 h et comme à l'habitude, un ballet d'autobus jaunes défile devant La Courvilloise, une école secondaire de 1350 élèves située dans l'arrondissement Beauport.

À bord, des cohortes d'élèves masqués s'apprêtent à entrer dans une classe qu'ils ne quitteront pas, ou presque, de la journée : la bulle.

Dans ces petits microcosmes, les élèves traversent, un jour à la fois, cette année scolaire si particulière qui les prive de leurs sports, leur bal, leurs amis — bref, de tout le sel qui forge l'adolescence.



Aucune activité parascolaire n'a survécu à la pandémie.

PHOTO : RADIO-CANADA / BRUNO GIGUÈRE

Les petites victoires

Chaque jour passé à l'intérieur de la bulle est une victoire arrachée à la pandémie.

Pour les élèves, c'est l'occasion de rencontrer leurs camarades et de briser l'isolement.

Pour les professeurs, c'est l'opportunité d'enseigner devant des humains plutôt qu'un écran. De revoir des yeux briller lorsqu'ils expliquent la matière. De remédier à l'incompréhension qui se cache dans les silences des uns. De soulager les états d'âme des autres, pour qui la solitude ou la promiscuité familiale pèse lourd.

Ces bulles sont toutefois fragiles : un seul cas de COVID suffit parfois à les faire éclater.

À La Courvilloise, mille petits gestes, mille fois répétés pendant toute la journée, maintiennent en place cette délicate normalité.

Une normalité où désinfecter 32 ballons après une classe fait maintenant partie du quotidien et où les enseignants ont la tâche non seulement de former les citoyens de demain, mais aussi, celle de tenir la COVID à distance.





Mis à part le port du masque, la COVID-19 n'a pas trop chamboulé les cours d'éducation physique des élèves. Les changements reposent surtout sur les épaules de l'enseignant.

PHOTO : RADIO-CANADA / BRUNO GIGUÈRE

Le coronavirus avait forcé la fermeture d'une vingtaine de classes à l'automne.

Depuis le retour des Fêtes, aucune éclosion n'a eu lieu entre les murs de l'école.

Le masque

Du moment où ils entrent dans l'autobus le matin jusqu'au moment où ils en ressortent le soir, les élèves doivent porter le couvre-visage en tout temps.

Seule exception tolérée : 30 minutes pendant la pause-dîner.

Tout au long de la journée, rappeler les jeunes à l'ordre prend l'allure d'une corvée nécessaire... mais accaparante.





Les enseignants doivent répéter plusieurs fois par jour aux élèves de bien porter leur masque.

PHOTO : RADIO-CANADA / BRUNO GIGUÈRE

Les élèves doivent changer leur couvre-visage à la mi-journée.

Une procédure qui s'apparente à une chorégraphie pour les enseignants, qui doivent assurer la distribution et la disposition des masques.



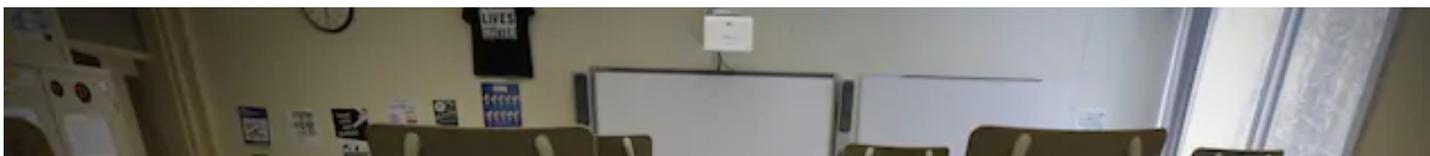
À la 3e période, c'est l'heure du changement de masque : une nouvelle réalité depuis janvier.

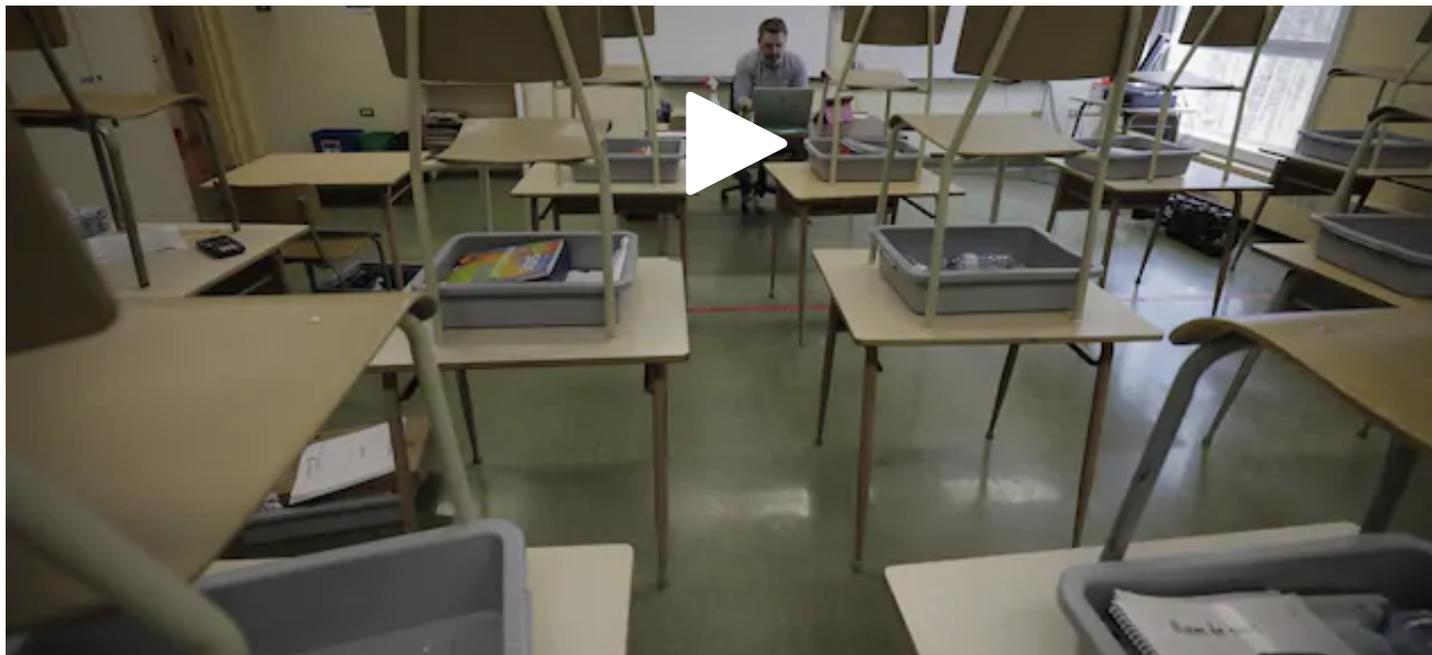
PHOTO : RADIO-CANADA / MARIE-PIER MERCIER

L'école en ligne

Une journée sur deux, les élèves du deuxième cycle du secondaire suivent leurs cours à distance.

Le prof s'installe alors derrière l'ordinateur, les jeunes se branchent à tour de rôle, et voilà que commence une prise de présence... un peu surréaliste!





Aujourd'hui, les élèves de 5e secondaire de Michel Roy suivent son cours d'éducation financière de façon virtuelle.

PHOTO : RADIO-CANADA / BRUNO GIGUÈRE

En contexte de pandémie, l'enseignement à distance ressemble à une bénédiction : il permet d'éviter les trop grands attroupements tout en maintenant un minimum d'apprentissage.

Ses limites, toutefois, apparaissent vite : absence de liens affectifs, perte de la camaraderie qui caractérise l'école à l'adolescence, manque de spontanéité et d'interactions.



La pandémie empêche les jeunes de socialiser et de vivre pleinement l'expérience du secondaire.

PHOTO : RADIO-CANADA / BRUNO GIGUÈRE

Sortir de l'isolement

Chaque jour dans la bulle permet d'échapper à l'ennui et à la monotonie des écrans.

Les jeunes ont besoin de se retrouver, de parler, de se confier.



Marie-Naëlle enseigne à son groupe qu'elle n'a pas vu depuis plusieurs semaines. Elle sent que les jeunes ont davantage besoin de jaser et de se confier.

PHOTO : RADIO-CANADA / BRUNO GIGUÈRE

La Courvilloise a choisi de faire manger les élèves à la cafétéria plutôt que dans leur bulle-classe.

Le premier et le deuxième cycle alternent : pendant que les élèves de première et de deuxième secondaire cassent la croûte pendant une demi-heure, ceux de troisième, quatrième et cinquième secondaire attendent en classe.





Tous les élèves ont une heure pour manger, mais depuis la COVID cette heure est beaucoup plus structurée.

PHOTO : RADIO-CANADA / BRUNO GIGUÈRE

À la cafétéria, chaque élève doit en théorie respecter sa bulle et éviter de se mélanger aux autres classes.

Ce principe flanche souvent devant l'envie de voir ses amis.



Les accros aux règles sont fréquents à la cafétéria. Inévitablement, les bulles éclatent.

PHOTO : RADIO-CANADA / BRUNO GIGUÈRE

L'école funambule

Le gouvernement a demandé à tout un réseau de s'adapter pour que les jeunes puissent continuer à apprendre sans que la COVID, un ennemi invisible qui se nourrit de proximité humaine, mette en péril l'année scolaire.

Les enseignants rencontrés se plient avec diligence aux exigences de leur ministère et de la santé publique.

Leur motivation : rendre le plus agréable et sécuritaire possible une année qui demande beaucoup de sacrifices à tout le monde, mais particulièrement aux jeunes.



Les enseignants sont fiers de la résilience des élèves.

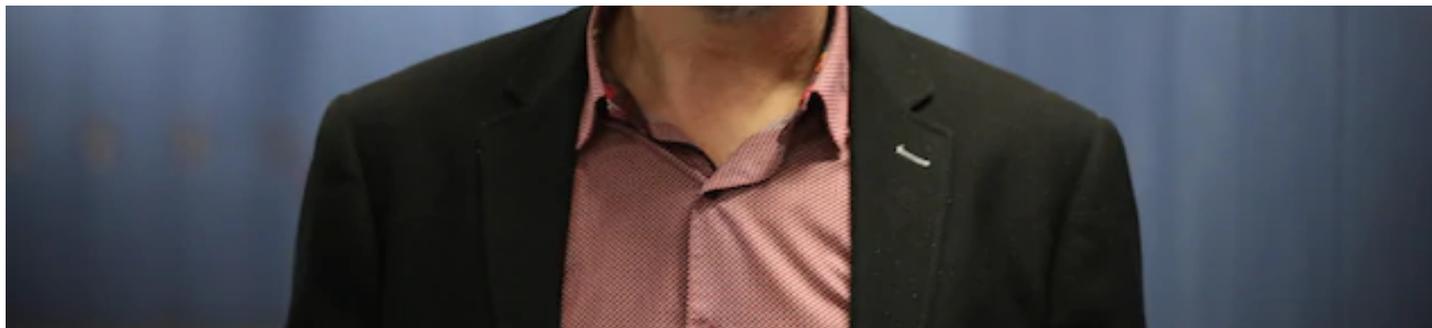
PHOTO : RADIO-CANADA / BRUNO GIGUÈRE

Entre les nécessités sanitaires et les impératifs pédagogiques, les écoles du Québec doivent trouver un équilibre fragile.

Les consignes changent souvent; certaines sont tout simplement inapplicables. Comment ventiler sa classe, par exemple, si le local n'a pas de fenêtres et que le bruit du corridor empêche de laisser la porte ouverte?

Le réseau doit exécuter un numéro de funambule précaire, dans lequel enseignants et élèves dépendent les uns des autres.





Toutes les mesures, si difficiles soient-elles, ont permis de garder toutes les classes ouvertes depuis les Fêtes à la Courvilloise.

PHOTO : RADIO-CANADA / BRUNO GIGUÈRE

Dans les corridors de La Courvilloise, un slogan apparaît, plus pertinent que jamais en cette année scolaire de pandémie : « Apprendre. Ensemble. »

Pour que la bulle tienne jusqu'à la fin de l'année.

Marie-Pier Mercier



Sébastien Tanguay



leDroit

Retour des étudiants sur les campus: «Tout le monde est un peu pris entre l'arbre et l'écorce»

DANIEL LEBLANC
Le Droit

Deux importants syndicats du Cégep de l'Outaouais et de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) accueillent avec des sentiments partagés le plan de retour progressif des étudiants dans les différents campus.

Parlant de la présence accrue des étudiants comme d'une nouvelle «porteuse d'espoir» après 11 mois de crise, le président du Syndicat des enseignantes et des enseignants du Cégep de l'Outaouais (SEECO), Christian Bernier, émet toutefois des bémols.

«Les mesures annoncées par la ministre (McCann), on les accueille favorablement, même si ça pose des défis. La direction nous a présenté un plan et on va le voir (en détails) en commission des études la semaine prochaine. Il y a quand même eu beaucoup de consultation et le plan est intéressant, en gros. Il s'agirait de cibler un certain nombre d'activités liés à l'enseignement, ce ne sera pas nécessairement des cours. [...] Mais notre crainte, c'est qu'on a demandé que la présence puisse aussi être sur une base volontaire pour les enseignants, mais la direction est réticente, refuse d'asseoir ça strictement sur une base volontaire. Ça nous chicote», dit-il.

Précisant que les raisons pour lesquelles les étudiants pourraient ne pas être à l'aise de revenir en présentiel sont les mêmes pour les enseignants, il estime que ces derniers devraient avoir droit au même traitement.

Les réactions parmi les membres par rapport à ce déconfinement graduel sont diverses, ajoute-t-il.

«Tout le monde est un peu pris entre l'arbre et l'écorce. Certains sont très contents, d'autres ont des contraintes médicales qui les empêchent d'être présents, d'autres sont entre les deux car ils n'ont pas de problèmes de santé mais craignent de revenir enseigner. On va probablement sonder nos membres pour savoir combien sont volontaires, ça va nous donner une idée. Il faut aussi se demander à quel besoin on répond, car à peine 15% des étudiants (au Québec) disent vouloir revenir, ce sont des chiffres éloquentes», lance le président du SEECO.

« Ce sont des mesures qui ont été prises de façon unilatérale, on n'a pas consulté les syndicats, la Fédération des cégeps. »

– Christian Bernier

Si ce dernier salue la volonté de la ministre McCann de poser des actions pour les institutions d'enseignement postsecondaire, il croit cependant qu'elle fait preuve d'une méconnaissance du milieu et aurait avantage à avoir une meilleure écoute.

«Ce sont des mesures qui ont été prises de façon unilatérale, on n'a pas consulté les syndicats, la Fédération des cégeps. Si on l'avait fait, tout le monde aurait été d'accord avec le plan, mais il y aurait eu des bémols. La ministre a dit en point de presse que les cégeps pourraient prendre 'un peu de temps' pour refaire les horaires. Juste au Cégep de l'Outaouais, il y en a 5000 à faire, c'est mois et demi de travail. Ça ne prend pas deux jours pour changer un calendrier, c'est une gymnastique incroyable», de dire M. Bernier.

Un défi loin d'être mince

De son côté, le Syndicat des professeures et professeurs de l'Université du Québec en Outaouais (SPUQO) dit accueillir la suite des choses avec «ambivalence».

«D'un côté, nous sommes contents qu'on essaie de reprendre des activités normales, car c'est tout à fait juste de dire que les étudiants vivent du stress et des problèmes d'anxiété. Les professeurs aussi, car les derniers mois ont nécessité une grande adaptation et causé une surcharge de travail. Et la détresse des étudiants, on la voit, mais nous ne sommes pas psychologues, alors on est parfois désemparés par rapport à cette solitude-là», affirme Vincent Boutonnet, vice-président aux affaires syndicales.

Chose certaine, même si le retour est graduel, le défi ne sera pas mince, prévient ce dernier.

«Il y aura tous les enjeux liés aux locaux, ça demande de revoir les activités, de séparer les groupes en deux ou trois sous-groupes. C'est beaucoup de gestion et ça peut aussi créer des malentendus. Ce sera donc extrêmement progressif. Je pense que l'UQO est capable d'accueillir un certain nombre d'étudiants, mais ce ne sera pas un

retour à la normale, c'est quelque chose de très compliqué», dit-il.

Le SPUQO, qui représente 250 membres, déplore lui aussi que la ministre ait peu ou pas consulté le milieu avant d'annoncer le plan de match.

«C'est un peu un classique du gouvernement. C'est comme s'ils étaient seuls au monde lorsqu'ils prennent une décision. On aurait aimé avoir le genre d'information en décembre, au moment où on planifiait. Là, la session est déjà commencée et ça nous demande encore de défaire certaines choses. Beaucoup d'entre nous ne sont pas très heureux de ça», clame M. Boutonnet.

leSoleil

Lettre à Jean-François Roberge, le «gars ordinaire» de l'Éducation

FRANÇOIS-OLIVIER LOIGNON
DIRECTEUR MUSICAL, HARMONIE DE LA RELÈVE
DE LA CAPITALE ET ENSEMBLE PHILHARMONIQUE
DE LA CAPITALE

POINT DE VUE / Salut Jean-François,

J'ai lu ton dernier message sur les réseaux sociaux et j'aimerais qu'on s'en parle. Comme tu veux nous présenter l'homme derrière le ministre, tu me permettras de te tutoyer et d'utiliser un ton plus familier.

Il y a un petit problème avec ton long message, Jean-François: il sonne faux. Laisse-moi t'expliquer pourquoi.

Tout d'abord, je veux commencer avec ta présentation de «gars ordinaire» et de tes aspirations. C'est bien d'apprendre à te connaître, mais ce n'est pas le bon contexte. Et surtout, je ne comprends pas le but de cette présentation. Le milieu de l'éducation critique ta gestion de l'éducation et non ta personne. Tu peux être un père, un mari, un «gars ordinaire», un guitariste amateur, ça ne justifie en rien tes actions comme ministre. Dans mon monde de chef d'orchestre, ce serait comme si je voulais m'excuser à l'orchestre d'avoir fait rater une pièce parce que je suis quelqu'un qui vit du stress comme tout le monde. Tu comprends l'absurde de la situation?

Ce qui m'amène à une autre raison qui rend ton message faux: les fausses excuses. Tu as raison, personne n'est jamais préparé à gérer une pandémie. Tu as également raison de croire que ça te mérite un capital de sympathie. Or, ce dernier n'est pas éternel et après presque un an, il est épuisé depuis longtemps. Que tu n'aies pas prévu d'adapter tout le réseau de l'éducation à l'apprentissage en ligne, ça se comprend. Mais cafouillage après cafouillage (iPad, école ouverte, pondération du bulletin, parascolaire, consignes pour la rentrée), on se demande si tu prévois quoi que ce soit. Le poste de ministre de l'Éducation est prestigieux et te remplit de fierté, soit. Mais il vient aussi avec des responsabilités que tu ne peux pas esquiver pendant un an à coups de «personne n'est prêt à ça». Tu as pris le job, tu dois en assumer les risques: ça fait partie du jeu.

Ensuite, tu nous parles de tes critiques (syndicats et députés de l'opposition). Saluer et reconnaître leur travail, c'est bien. Sais-tu ce qui serait encore mieux? Les écouter. Combien de fois t'a-t-on vu mettre les problèmes de l'éducation sur le dos des syndicats? Ou repousser du revers de la main toute proposition de tes collègues de l'opposition? Pourtant, tu gagnerais à entendre leurs propositions. Tu gagnerais à diriger avec humilité plutôt qu'avec orgueil.

Tu parles aussi du succès d'avoir été les seuls en Amérique du Nord à ouvrir les écoles. Mais de quel succès parles-tu? En date du 4 février, 1159 classes étaient fermées. 1159, c'est énorme! Je ne comprends pas ta volonté à vouloir te valoriser en te comparant à l'Amérique du Nord et non au reste du monde. «Ouin, mais l'autre fait pire que moi», c'est un réflexe d'enfant fautif qu'un enseignant aguerri comme toi devrait reconnaître et éviter. Si tu veux te comparer, ne te compare pas seulement à l'Amérique du Nord (qui inclut les États-Unis dont on a été témoin de la gestion désastreuse de Trump), mais compare-toi à des pays comme la Nouvelle-Zélande et l'Australie!

De plus, parler d'enfants heureux qui retournent à l'école et de tes messages d'encouragements, ça ne change pas la réalité. C'est le glaçage du gâteau qu'est ta gestion de l'éducation. Tu as beau en mettre autant que tu veux, le gâteau ne sera pas meilleur. Il suffit d'enlever cette façade de «ça va bien aller» pour se rendre compte des lacunes de ta gestion (ou de ta non-gestion) de l'éducation. Laisse-moi vous inviter, toi et le premier ministre, à mon école défavorisée. Laissez-nous avoir une discussion avec vous, sans caméra, sans image à sauver, sans flafli médiatique. Venez rencontrer notre réalité et peut-être comprendrez-vous.

Mépris et condescendance

Enfin, il y a le mépris et la condescendance. Ce mépris que tu affiches quand tu t'adresses aux enseignants dans des conférences qui ont lieu pendant leurs heures de travail ou encore le vendredi, les obligeant à travailler de fin de semaine. Cette condescendance quand tu dis que tu comprends parce que tu as été prof alors qu'on sait tous qu'enseigner n'est pas la même chose selon les milieux. Ce mépris quand, la semaine des enseignants, ton premier message va à une sculpture et non aux profs. Cette condescendance quand tu balaies nos inquiétudes du revers de la main et que tu nous offres des solutions simplistes sans penser aux différents contextes d'enseignement.

Depuis que je suis tout petit, je suis un très grand fan de Batman. L'une des morales qui guident mes décisions dans la vie provient du film *Batman Begins*: «It's not who I am underneath, but what I do that defines me» (tu m'excuseras l'anglais, je préfère utiliser des citations dans leur langue originale quand c'est possible.) En bref, peu importe les valeurs que tu prétends avoir ou les paroles que tu prononces, ce sont tes actions qui te définissent.

Et il est là le principal problème de ton message: aussi touchant et aussi sincère soit-il, tes actions le rendent dissonant. Ce qui fait qu'on n'y croit pas.

Tu as raison d'être fier des différents acteurs du réseau de l'éducation, Jean-François. Ils font un travail aussi colossal que phénoménal. Sauf que le réseau n'a pas vraiment la même fierté de son ministère et de son ministre.

Et ça, c'est un problème qu'aucun texte à l'eau de rose ne peut régler.





ICI Abitibi-Témiscamingue

Un enseignant peut-il être obligé de filmer son cours pour les élèves en isolement?



L'enseignement à distance est toutefois de plus en plus fréquent.

PHOTO : ISTOCK / SKYNESHER

Tanya Neveu

Publié le 9 février 2021

L'installation de caméras dans les classes pour permettre aux élèves en isolement de suivre leurs cours à distance ne devrait pas être la solution privilégiée par les centres de services scolaires.

C'est ce qui ressort d'une décision rendue par l'arbitre Jean-Guy Ménard. Ce jugement pourrait faire jurisprudence à l'intérieur des centres de services scolaires dans un contexte où l'enseignement à distance est de plus en plus répandu.

À lire aussi :

- Des mères réclamant l'option de cours en ligne pour tous les élèves sont déboutées

- Le ministre de l'Éducation du Québec prêt à étudier l'option des demi-classes

Cette récente décision touche un événement survenu au Centre de services scolaires Lac-Témiscamingue.

Le 23 décembre dernier, l'arbitre Jean-Guy Ménard rendait une sentence arbitrale importante en lien avec l'enseignement de style comodal.

Enseignement comodal

Il s'agit d'offrir des cours simultanément aux élèves qui se trouvent en classe et à ceux qui doivent rester à domicile pour diverses raisons. L'installation d'une caméra est donc requise pour ce type d'enseignement.

La situation au cœur de cette décision concerne le Centre de services scolaires Lac-Témiscamingue qui avait imposé ce style d'enseignement aux titulaires de trois élèves qui ne pouvaient se présenter en classe en raison de motifs liés à la COVID-19.

Les enseignantes touchées par cette mesure et le Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue (SEUAT) ont déposé un grief prétextant que cette méthode contrevient à la Charte des droits et libertés de la personne.

« D'avoir à gérer des élèves en classe et des élèves à la maison en même temps sans savoir qui réellement qui écoute le cours, c'est là où on invoque le respect de la vie privée. »

— *Yvan Dallaire, président du SEUAT*

En attendant la décision liée au grief, le Centre de services scolaires a mis en place un système d'enseignement à distance pour les trois élèves concernés en faisant appel à du personnel non légalement qualifié et d'autres enseignantes qualifiées.



Des écoles au Québec sont équipées de micros intelligents, caméras mobiles et écrans interactifs (archives).

PHOTO : RADIO-CANADA / JONATHAN DUPAUL

Décision

Dans sa décision, l'arbitre Ménard statue que le style comodal ne porte pas atteinte aux droits de la vie privée des enseignantes.

Toutefois, dans le cas cité, il estime que les enseignantes ont été privées « de conditions de travail justes et raisonnables » puisque les efforts du Centre de services ont été axés sur les moyens de fournir l'enseignement de qualité aux élèves sans tenir compte de la surcharge de travail que causerait l'enseignement comodal aux professionnelles qui sont déjà affectées par les mesures liées à la pandémie.

Le syndicat salue la décision de l'arbitre dans l'optique où l'enseignement comodal n'est pas la première solution à envisager.

« L'arbitre est venu statuer que le Centre de services scolaire doit considérer des mesures alternatives au mode comodal avant d'utiliser ce mode d'enseignement là. Il reconnaît aussi que l'enseignement comodal implique un investissement supplémentaire d'énergie et de concentration. Il est venu reconnaître que c'est une surcharge de travail », explique le président du Syndicat.

Le style comodal, selon l'arbitre Ménard, doit aussi être accompagné d'un encadrement serré.

Une décision qui pourrait faire jurisprudence

La firme Langlois Avocats a analysé cette décision rendue par l'arbitre Ménard. L'avocat spécialisé en droit scolaire, Maître Yann Bernard, croit que le jugement pourrait faire jurisprudence.



Yann Bernard, avocat associé chez Langlois Avocats

PHOTO : GRACIEUSETÉ

« C'est certainement une décision qui va être prise en ligne de compte si une situation comparable se présente n'importe où dans une institution d'éducation ou une école privée. C'est certainement une décision qui va inspirer les éventuels autres tribunaux saisis d'une question comparable », croit l'avocat spécialisé en droit scolaire.

Le Centre de services scolaires Lac-Témiscamingue n'a pas voulu commenter la décision.

Tanya Neveu





Femmes en sciences

Aider les profs à susciter des passions



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Marylou Fournier Tondreau a fait un doctorat en pharmacie et une maîtrise en pharmacothérapie avancée avant de se réorienter et d'entreprendre un baccalauréat en physique.

C'est connu depuis des années : les femmes sont en minorité dans les programmes universitaires en informatique, en physique et en mathématiques. Et si la solution pour en recruter davantage était à portée de main et passait par les profs ?

Publié le 11 février 2021 à 5h00



MARIE-EVE MORASSE
LA PRESSE

Marylou Fournier Tondreau s'est découvert une passion pour les mathématiques tôt dans ses études et souhaitait enseigner cette matière. Au moment de faire son choix

de programme universitaire, elle a bifurqué vers la pharmacie. Elle a obtenu un doctorat et une maîtrise en pharmacothérapie avancée, puis a été embauchée au CHU Sainte-Justine, où elle travaille depuis quelques années.

Dans ce parcours sans faille, il y a un hic. « Une fois sur le marché du travail, j'ai tout de suite réalisé que la pharmacie n'était pas pour moi et que je me l'étais en quelque sorte caché. Je n'étais pas à ma place. Je suis carriériste et je me suis dit que ce n'était pas vrai que j'allais passer ma vie dans une profession qui ne me passionne pas », dit la femme de 29 ans.

La revoilà donc sur les bancs d'école, cette fois au baccalauréat en physique. Et là, elle sait que c'est le chemin qui la conduira vers sa passion, l'astrophysique.

Si Marylou Fournier Tondreau raconte son histoire, c'est parce qu'elle estime qu'elle illustre parfaitement les biais inconscients qu'ont bien des femmes au moment de choisir un champ d'études.

« Au cégep, j'étais convaincue que les hommes performaient mieux en génie et en sciences pures et que les femmes performaient mieux en santé. Je pensais que je n'apporterais pas tant dans le domaine des mathématiques. »

— Marylou Fournier Tondreau, étudiante en physique

M^{me} Fournier Tondreau adore pourtant étudier et se destine à la recherche.

C'est pour éviter à d'autres un tel détour qu'elle s'implique dans le projet Parité sciences, né à l'Université de Montréal et lancé ce jeudi à l'occasion de la Journée internationale des femmes et des filles de science. L'idée derrière le projet : former des enseignants du cégep pour qu'ils puissent donner à leurs élèves l'élan pour poursuivre des études en sciences.

Une identité à façonner

Cofondateur de Parité sciences et professeur de physique à l'Université de Montréal, Jean-François Arguin dit qu'au cours de sa carrière, plusieurs de ses mentors ont été des femmes « plus intelligentes » que lui. C'est parce qu'il se demandait pourquoi elles sont moins nombreuses dans son domaine qu'il s'est intéressé à la construction de l'« identité scientifique ».

« J'ai une fille de 5 ans et lorsque je lui lis des livres ou qu'elle regarde des émissions de télévision, je vois que ce sont souvent les papas ou des hommes qui donnent les explications scientifiques », illustre le professeur. Or, dit-il, il existe des solutions pour aider les jeunes filles à se projeter dans une carrière en sciences, et elles ne sont pas très complexes.

« Il est prouvé que juste le fait qu'un prof approche une étudiante qui a un intérêt pour la science pour lui demander si elle a déjà pensé s'inscrire dans ce domaine a un gros impact. »

— Jean-François Arguin, cofondateur de Parité sciences et professeur de physique à l'Université de Montréal

Lui-même a eu un tel impact sur Marylou Fournier Tondreau. « J'ai vraiment senti la différence dans ses cours, même si c'était des détails », dit l'étudiante. Elle cite un exemple donné par le professeur pour expliquer un paradoxe en relativité restreinte qui mettait en scène « une magicienne et son assistant ». « C'était la première fois que je rencontrais un exemple non stéréotypé. J'ai relu la phrase deux fois tellement ça m'a surpris, surtout venant d'un prof masculin », explique l'étudiante.

Parité sciences entend en premier lieu former des enseignants de cégep pour porter son projet. Ceux du secondaire pourraient suivre. « Les enseignants ont un rôle extrêmement important sur l'orientation de carrière de leurs étudiants et étudiantes », dit Stéphanie Luna, coordonnatrice de Parité sciences.

Elle explique qu'il ne s'agit pas de demander aux enseignants de donner un cours magistral de trois heures sur les enjeux de la représentation des femmes en sciences,

mais bien de leur donner des outils concrets faciles à appliquer en classe.

Parité sciences a par exemple dressé une liste de Québécois — hommes et femmes — qui ont un baccalauréat dans une des matières ciblées et qui peuvent illustrer concrètement vers quoi ces programmes d'études peuvent mener.

On dira aussi aux enseignants de ne pas isoler les étudiantes. « Les enseignants ne pensent pas nécessairement au fait que les femmes prennent moins leur place dans une équipe si elles se retrouvent seules avec six autres hommes », illustre Stéphanie Luna.

Pour sa part, Marylou Fournier Tondreau ne regrette pas ses années en pharmacie, mais elle s'enflamme quand elle parle de son nouveau domaine d'études. « Ça touche à la relativité, à l'électromagnétisme, à la mécanique céleste. Ça me fascinait tellement... c'est philosophique, mais je vois un peu un sens à la vie en étudiant en physique », dit-elle. Voilà qui n'est pas une moindre chose.

Proportion de femmes inscrites dans ces programmes universitaires au Québec

Informatique : 19 %

Physique : 24 %

Mathématiques : 41 %

Source : Parité sciences

© La Presse (2018) Inc. Tous droits réservés.

ACTUALITÉS

JUSQU'À 44 CAS POTENTIELS DE VARIANTS

ARIANE LACOURSIÈRE,
HENRI OUELLETTE-VÉZINA
LA PRESSE

Une éclosion au Collège Stanislas, où un cas possible de contamination au variant britannique a également été constaté, entraîne la fermeture de l'école

Si le nombre de nouveaux cas de COVID-19 est en légère baisse à Montréal, la métropole demeure sur un « plateau élevé » et est toujours considérée comme une zone « rouge très franc », avec une moyenne de 500 cas par jour. De plus, 44 cas potentiels de variants sont sur l'écran radar des autorités, dont un à l'école primaire du Collège Stanislas, où on a déjà recensé une quarantaine de cas positifs.

Dans l'ensemble, la grande région de Montréal « voit une baisse des cas depuis le début de janvier », mais « cette baisse s'estompe avec la réouverture des écoles », a expliqué mercredi la directrice régionale de santé publique de Montréal, la Dre Mylène Drouin.

Un total de 6786 nouveaux cas y ont été déclarés pour la période du 26 janvier au 8 février, comparativement à 9280 nouveaux cas pour la période du 12 au 25 janvier. Des hausses de cas sont toutefois constatées chez les 0-17 ans et chez les 35-44 ans. « C'est probablement les parents associés à ce que l'on voit dans les écoles et les garderies », a dit la Dre Drouin.

Pendant ce temps, les nouveaux variants, eux, continuent d'inquiéter les autorités de santé publique. En tout, neuf cas de variants ont été confirmés jusqu'à maintenant par séquençage à Montréal. Il s'agit le plus souvent du variant britannique. S'ajoutent à cela 23 cas suspects et 12 cas confirmés par liens épidémiologiques, pour un total de 44 cas de variants.

« Ces variants sont plus transmissibles que la souche actuelle », rappelle la Dre Drouin. Pour 23 cas de variants actuellement sur l'écran radar des autorités, il s'agit de gens de retour de voyage. Des 375 milieux en éclosion à Montréal, 125 sont des milieux de travail, 54 des CHSLD, 44 des résidences privées pour aînés et 28 des ressources intermédiaires.

Éclosion à Stanislas : le primaire, le secondaire et le collégial à distance

La Santé publique a confirmé mercredi que le primaire du Collège Stanislas, à Outremont, est actuellement fermé à cause d'une éclosion survenue dans une classe. Pour le moment, « une quarantaine » de personnes y ont été déclarées positives à la COVID-19, mais ce bilan préliminaire pourrait augmenter.

Un cas possible du variant britannique a également été signalé dans cette école, forçant la direction à placer les élèves du primaire en enseignement à distance il y a quelques jours déjà.

Mercredi soir, le directeur de l'école, Thomas Saène, a toutefois indiqué que l'enseignement à distance serait étendu aux élèves des niveaux secondaire et collégial, même s'il n'y a « pas de souci au niveau épidémiologique ». « Sachant que plusieurs élèves du secondaire ont des frères ou des sœurs inscrits au primaire, nous sommes très sensibles à la situation dans laquelle plusieurs parents se retrouvent. Nous sommes convaincus que la décision que nous prenons est la plus respectueuse et responsable », a-t-il insisté, en parlant d'un choix « difficile ». Il a souligné qu'une « désinfection additionnelle et plus en profondeur » sera effectuée dans tous les locaux, tant au primaire qu'au secondaire.

De son côté, la Dre Drouin a soutenu « qu'il y avait plusieurs raisons [de fermer l'école], dont l'ampleur de l'éclosion, le nombre de classes touchées, la vitesse à laquelle la transmission se fait et, évidemment, le patron de transmission dans la fratrie et à différents niveaux de l'école ».

La directrice régionale de santé publique de Montréal affirme qu'il faudra tester plus rapidement et plus largement dans cet établissement, afin de « briser la chaîne de transmission ».

Joint par La Presse, le CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal a confirmé qu'une série de tests de dépistage étaient effectués au Collège Stanislas depuis mardi. Un centre de dépistage a été aménagé. « Cette opération va bon train. Notre équipe sera sur place jusqu'au vendredi 12 février pour tester les enfants, les parents et les membres du personnel qui le désirent », a précisé le porte-parole, Carl Thériault.

« Nous croyons que le service de prélèvement doit aussi être offert aux élèves du niveau secondaire et travaillons dans cette direction avec la Santé publique », a toutefois précisé M. Saëne. La plupart des parents rencontrés par La Presse mercredi, à la sortie des classes, n'ont pas souhaité réagir. Certains se sont dits « préoccupés » par la situation, mais ont réitéré qu'ils avaient confiance en l'administration.

Précisons qu'une hausse des éclosions est constatée dans le réseau scolaire en général, surtout dans les écoles primaires, où le port du masque n'est pas imposé à tous les niveaux. En tout, 82 écoles et 56 services de garde sont en éclosion. Quatre écoles ont dû être fermées depuis la semaine dernière, dont le Collège Stanislas. La Dre Drouin affirme que la Santé publique sera « plus agressive dans les écoles en début d'éclosion », en augmentant le dépistage et en appliquant des « mesures de renforcement » au besoin. Alors que des assouplissements des protocoles sanitaires sont appliqués à Montréal depuis lundi, la Dre Drouin appelle la population à rester vigilante, car le « niveau de transmission communautaire reste élevé ».

46 000 personnes en attente d'une opération

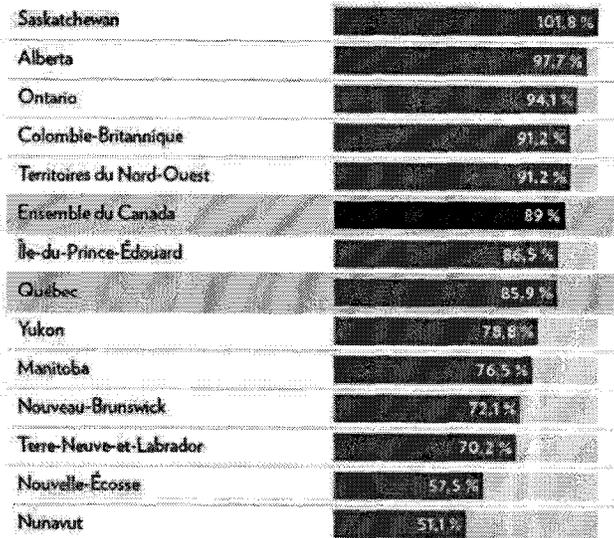
Pendant ce temps, le nombre de personnes hospitalisées dans les établissements montréalais est aussi en baisse et atteint maintenant 479, a révélé la PDG du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, Sonia Bélanger. Elle précise qu'encore 89 personnes se trouvent aux soins intensifs. « Oui, ça va mieux, mais dans les soins intensifs, on a encore une pression importante sur les équipes », a-t-elle soutenu.

Sur les 21 hôpitaux de Montréal, la plupart ont entre 55 % et 60 % de taux de délestage de leur salle d'opération. À l'hôpital Notre-Dame, la moitié des six salles d'opération sont ouvertes. Au Québec, 140 000 personnes sont en attente d'une opération, dont 46 000 à Montréal.

Plus de 500 travailleurs de la santé sont absents en lien avec la COVID-19 dans la métropole. « Nos établissements demeurent très fragiles. Nos travailleurs ont besoin plus que jamais de la solidarité des Montréalais », a martelé Mme Bélanger, en ajoutant que personne « n'est pas à l'abri d'un retour en arrière si le variant frappe fort ».

Depuis deux semaines, la vaccination a ralenti dans la métropole, alors que les doses se font plus rares. Jusqu'à maintenant, 72 000 personnes ont été vaccinées sur 2 millions de citoyens montréalais, soit un taux de vaccination de 0,33 %. « Ce n'est pas beaucoup », a reconnu Mme Bélanger. Parmi les personnes vaccinées, on retrouve 52 000 travailleurs de la santé, près de 10 000 résidents de CHSLD, 5000 personnes habitant en résidence privée pour aînés et 700 personnes du milieu de l'itinérance. Plus de vaccins sont attendus la semaine prochaine, a toutefois précisé la PDG.

COVID-19 : proportion des doses de vaccin distribuées aux provinces qui ont été administrées

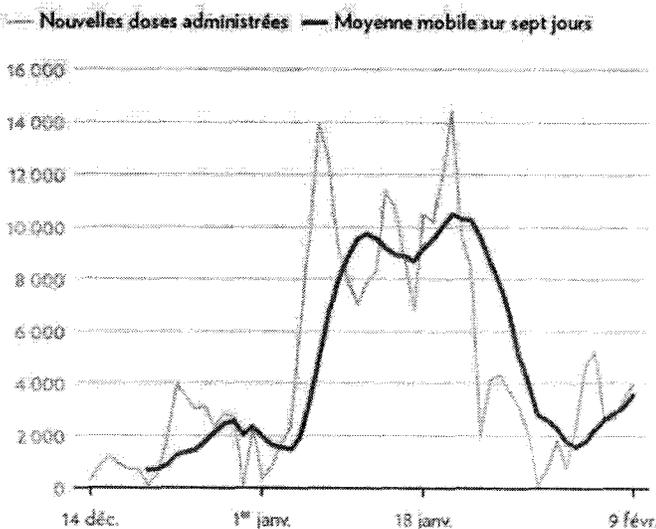


Certaines provinces indiquent parfois qu'elles ont administré plus de 100 % des doses reçues du fédéral, car leurs vaccinateurs réussissent à prélever des doses supplémentaires dans les flacons de vaccin.

Mise à jour des données : 10 février 2021 à 19 h 14

Source : N. Little, COVID-19 Vaccination Tracker Canada - covid19tracker.ca

COVID-19 : doses de vaccin administrées chaque jour au Québec



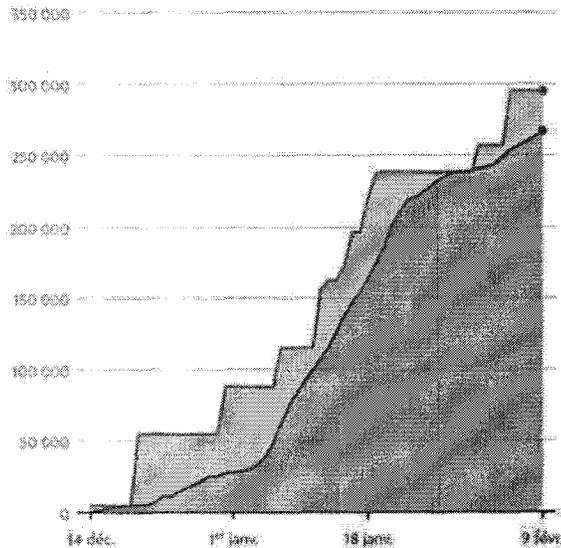
Les données du 24 décembre ont été combinées à celles du 25 décembre.

Mise à jour des données : 10 février 2021 à 11 h 00

Source : ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec

COVID-19 : nombre total de doses de vaccin distribuées et administrées au Québec

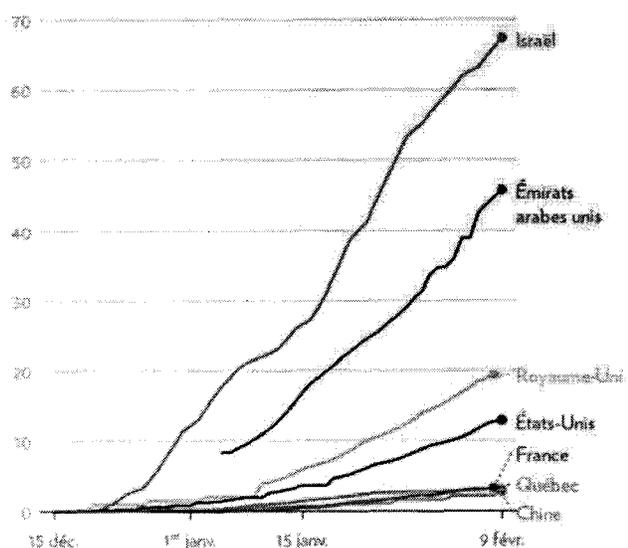
À ce jour, 266 590 doses de vaccin ont été injectées, soit 90,4 % des 294 825 doses distribuées



Mise à jour des données : 10 février 2021 à 11 h 00

Source : ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec et N. Little, COVID-19 Vaccination Tracker Canada - covid19tracker.ca

COVID-19 : nombre cumulatif de doses de vaccin administrées par 100 habitants

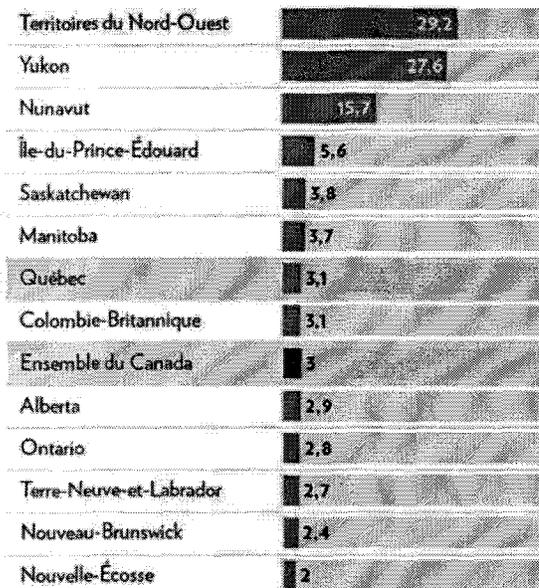


Les dates de l'axe horizontal sont celles de la diffusion des bilans quotidiens.

Mise à jour des données : 10 février 2021 à 11 h 00

Sources : ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec et Our World in Data

COVID-19 au Canada : doses de vaccin administrées par 100 habitants



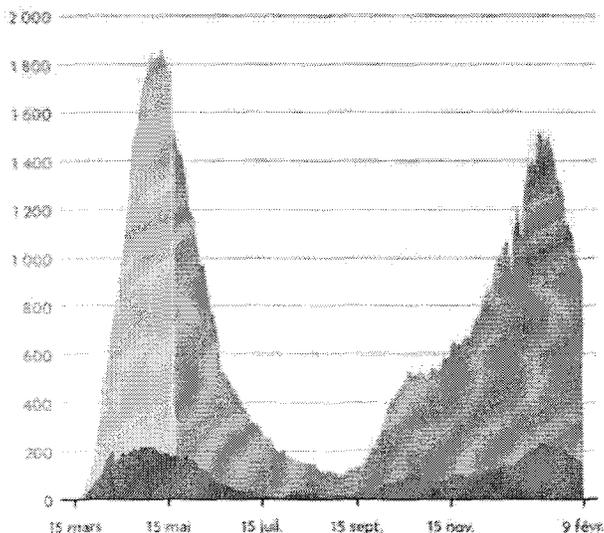
Mise à jour des données : 10 février 2021 à 19 h 14

Source : N. Little, COVID-19 Vaccination Tracker Canada - covid19tracker.ca

COVID-19 : hospitalisations au Québec

Actuellement, **171 personnes** sont hospitalisées, dont **140 aux soins intensifs**.

Hospitalisations (nouvelle définition)
 Soins intensifs
 Hospitalisations (ancienne définition)



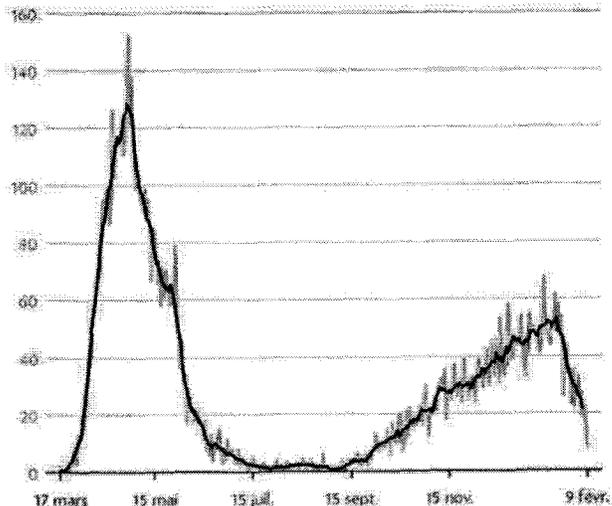
Mise à jour des données : 10 février 2021 à 11 h 01

Source : Institut national de santé publique du Québec

COVID-19 : morts quotidiennes au Québec

— Morts selon la date à laquelle elles sont survenues

— Moyenne mobile sur sept jours



Mise à jour des données : 10 février 2021 à 11 h 01

Le nombre de morts supplémentaires pour les journées les plus récentes peut être moins élevé que le nombre de morts supplémentaires rapporté dans le bilan quotidien du gouvernement en raison d'un retard dans la saisie de l'information.

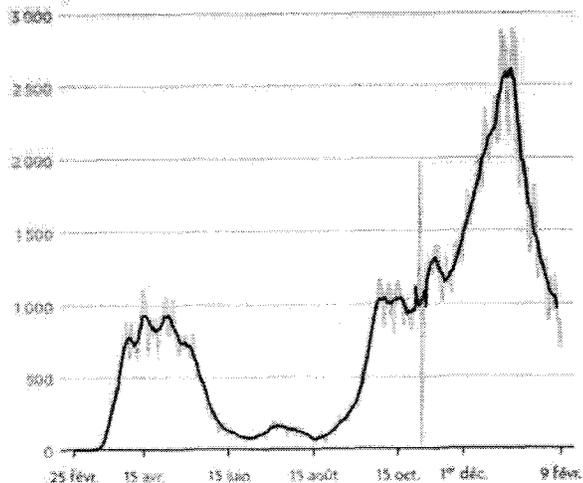
Source : Institut national de santé publique du Québec

LA PRESSE

COVID-19 : cas confirmés au Québec

— Nouveaux cas selon la date à laquelle ils ont été confirmés

— Moyenne mobile sur sept jours



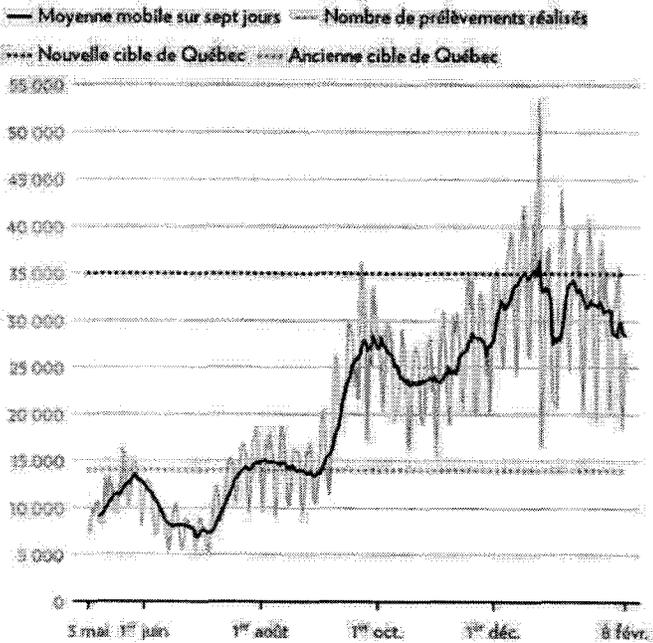
Mise à jour des données : 10 février 2021 à 11 h 01

Le nombre de nouveaux cas confirmés pour les journées les plus récentes peut être moins élevé que le nombre de nouveaux cas rapporté dans le bilan quotidien du gouvernement en raison d'un retard dans la saisie de l'information.

Le nombre de cas du 31 octobre et du 1^{er} novembre 2020 « est erroné » et « la situation sera corrigée dès que possible », indique l'INSPQ.

Source : Institut national de santé publique du Québec

COVID-19 : prélèvements réalisés au Québec



Mise à jour des données : 10 février 2021 à 11 h 00

Les données du 24 décembre ont été combinées à celles du 25 décembre par le Ministère.

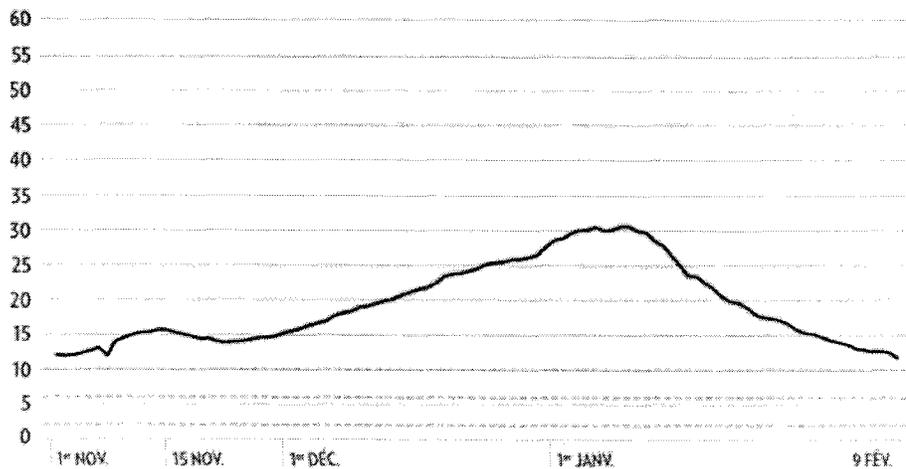
Source : ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec



ÉVOLUTION DES CAS CONFIRMÉS QUOTIDIENNEMENT PAR RÉGIONS

Nombre de nouveaux cas de COVID-19 par jour pour 100 000 habitants, moyenne mobile sur 7 jours

- - - SEUIL ZONE ROUGE (10)
- - - SEUIL ZONE ORANGE (6)
- - - SEUIL ZONE JAUNE (2)
- MOYENNE QUÉBÉCOISE



Mise à jour des données : 10 février 2021 à 11 h 01 / Source : Institut national de santé publique du Québec

Les masques à fenêtre transparente fournis aux éducateurs en garderie



ELISA CLOUTIER

Jeudi, 11 février 2021 05:00

MISE À JOUR Jeudi, 11 février 2021 05:00

Les éducateurs en garderie auront désormais accès à des masques à fenêtre transparente, afin de faciliter l'apprentissage du langage et le développement des tout-petits, a appris *Le Journal*.

Le ministre de la Famille, Mathieu Lacombe, doit en faire l'annonce ce matin.

Selon des informations obtenues par *Le Journal*, le ministère fournira ces masques au personnel éducateur de tous les types de services de garde reconnus, soit les Centres de la petite enfance (CPE), garderies subventionnées, garderies non subventionnées et milieux familiaux.

L'appel d'offres pour l'acquisition de ces masques sera lancé sous peu.

Ainsi, chaque éducateur aura à sa disposition entre deux et trois masques par jour.

Pour le moment, il n'est pas possible de savoir quand ces masques seront envoyés aux différents milieux de garde.

Ces masques, à usage unique, seront conformes aux normes sanitaires et approuvés par la CNESST, a-t-on appris.

Impacts «désastreux»

Récemment, *Le Journal* rapportait que plus de 200 spécialistes de la petite enfance sonnaient l'alarme en ce sens.

Ils ont d'ailleurs fait parvenir une lettre ouverte au gouvernement, le pressant d'agir en fournissant ces masques en milieu de garde rapidement.

Le fait que les enfants soient privés de la lecture labiale et de l'expression faciale notamment, aura des impacts «désastreux», particulièrement chez les enfants de 18 mois à 5 ans, affirmaient-ils.

L'été dernier, *Le Journal* rapportait que des pédiatres avaient aussi fait parvenir une lettre au directeur national de santé publique, Horacio Arruda, affirmant qu'il s'agissait d'un «sujet grave, dont il faut urgemment tenir compte».

Ils mentionnaient notamment que le port du masque par les éducatrices aurait des conséquences néfastes sur le développement et l'apprentissage des enfants en bas âge.



INFO

Le développement des CPE « ne fonctionne plus! », admet le ministre Lacombe

Sur les 15 000 nouvelles places annoncées il y a deux ans par Québec, près de 10 000 connaissent des retards dans la réalisation.



Des enfants jouent dans un CPE.

PHOTO : RADIO-CANADA / BENOIT JOBIN

Véronique Prince

Publié à 4 h 01

Le ministre de la Famille, Mathieu Lacombe, admet qu'il est arrivé au bout de ses capacités à développer le réseau des centres de la petite enfance (CPE). Une réforme en profondeur s'impose, selon lui.

M. Lacombe fait cet aveu alors que la liste d'attente compte près de 50 000 enfants et que des directeurs de CPE abandonnent leur projet de créer de nouvelles places, excédés par la bureaucratie au ministère.

« Je vous le dis honnêtement, ça ne fonctionne plus! La façon dont on développe le réseau, ça ne fonctionne plus! », nous confie le ministre.

« J'ai fait tout ce que je pouvais, mais force est de constater que ce n'est pas assez! Il va falloir qu'on fasse des changements dans la façon dont on développe notre réseau. »

— Mathieu Lacombe, le ministre de la Famille

Des directeurs de CPE conviennent aussi que la création des places ne pourra pas se poursuivre dans des conditions aussi difficiles.

Isabelle Simard fait partie de ceux qui ont dû lancer la serviette. « On se perd dans la bureaucratie du début à la fin! C'est vraiment beaucoup d'efforts et de batailles avec notre propre ministère, qui devrait pourtant être un allié! »

Après des années à essayer de concilier toutes les contraintes, son conseil d'administration a informé le ministère qu'il ne voulait plus développer les places qu'on lui avait garanties et a choisi de les redonner.

Ce cas est loin d'être unique. Radio-Canada a appris que 2127 places ont été retournées au ministère par des CPE découragés.

Pierre-Philippe Foucher, de son côté, a réussi à achever le processus pour agrandir son CPE à Trois-Rivières. Il se compte chanceux d'avoir pu surmonter les obstacles administratifs, comparativement à plusieurs de ses collègues qui ont répondu à des appels de projets en 2011 et qui font des pieds et des mains pour les mener à terme depuis 10 ans.

« C'est des embûches par-dessus des embûches! Ils se font dire oui, se font dire non, avancent de deux pas, reculent de quatre », explique M. Foucher.

Le ministère de la Famille, une tour de Babel

Selon l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPPE), il faut franchir 17 étapes pour ouvrir une garderie. Obtenir et envoyer tous les formulaires devient une épreuve, à l'image des *Douze Travaux d'Astérix*.

La directrice générale de l'AQCPPE, Geneviève Bélisle, cite en exemple un cas de Drummondville : « La pépinière était rendue sur le terrain pour creuser. Tous les papiers étaient signés. Il manquait une lettre seulement, mais les fonctionnaires n'étaient pas en mesure de l'envoyer avant deux mois! Souvent, les municipalités ont donné des terrains, mais on est pris dans les dédales administratifs. »

En février 2019, le gouvernement annonçait des mesures pour accélérer le développement de places. Entre autres, la réalisation devait se faire en 24 mois et les règles budgétaires avaient été assouplies.

Les montants octroyés ne correspondent toujours pas à la réalité, selon Mme Bélisle.

« Il faut toujours retourner à la table à dessin et couper. On est rendus qu'on coupe sur le nombre de toilettes, sur le nombre de lavabos, sur les vestiaires, on va clôturer seulement la moitié d'une cour. On a un intérêt à développer des places. Je sens que le ministre veut les développer, mais on a des enjeux très pratico-pratiques. »

— Geneviève Bélisle, la directrice générale de l'AQCPE

L'AQCPE est en train de mettre sur pieds un bureau de projet pour aider ses membres à traverser toutes les étapes.

Seulement 2000 places achevées



Le ministre de la Famille, Mathieu Lacombe

PHOTO : RADIO-CANADA

Si le ministre considère qu'on ne peut pas faire de compromis sur les fonds publics, il admet tout de même que son ministère peut ressembler à une tour de Babel.

Sur le développement des 15 000 nouvelles places annoncées il y a deux ans, près de 10 000 connaissent des retards dans la réalisation. Mathieu Lacombe a bon espoir que les dossiers seront réglés cette année, même si seulement 2022 places ont été achevées à ce moment-ci.

« Il faut se donner de nouveaux outils. Le véhicule est au maximum. On ne peut pas peser plus sur l'accélérateur. Peut-être que notre modèle 1997, qui date du début du réseau, est dû pour être changé », affirme le ministre Lacombe.

Il n'est cependant pas en mesure d'indiquer quelles solutions il envisage. D'autant plus que des centaines de milieux de garde familiaux ont fermé leurs portes durant la pandémie, accentuant encore plus la pression sur le réseau.

« Selon moi, on doit faire une réforme complète du processus », lui suggère Isabelle Simard.

Développement des places en CPE au Québec

Les places en réalisation comprennent les appels de projet lancés de 2011-2013 à 2018-2019.

Régions	Total des places en réalisation	Total des places réalisées
Bas-Saint-Laurent	415	30
Saguenay-Lac-Saint-Jean	117	94
Capitale-Nationale	761	188
Mauricie	423	87
Estrie	595	67
Montréal	2 225	332
Outaouais	369	120
Abitibi-Témiscamingue	212	8
Côte-Nord	146	29
Nord-du-Québec	130	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	173	13
Chaudière-Appalaches	442	260
Laval	305	210
Lanaudière	1 238	175
Laurentides	837	88
Montérégie	2 267	290
Centre-du-Québec	335	31

À lire aussi :

- Québec veut créer 13 500 places en garderie
- Québec ouvre plus de 4000 nouvelles places en garderies subventionnées

[< ARTICLE PRÉCÉDENT](#)

ÉDITION DU JEUDI 11 FÉVRIER 2021

[ARTICLE SUIVANT >](#)[< RETOUR](#)

Aa Aa



PROJET DE LOI 77 : ITAQ

L'ÉDUCATION ET L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AURONT LEUR MOT À DIRE

(LCP) Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a fait adopter par la CAPERN, hier lors de l'étude détaillée, un amendement, l'article 14.1 à son projet de loi 77 sur l'Institut de technologie agroalimentaire du Québec.

Cet amendement permet l'intégration de la participation à l'ITAQ du secteur éducatif. Cela répond aux demandes des partis d'opposition et des associations étudiantes exprimées lors des consultations en commission parlementaire le mois dernier.

[VERSION CLASSIQUE](#)

L'amendement stipule que « dans le cadre de sa mission l'Institut prend en compte et intègre s'il le juge à propos les orientations et les politiques du ministre de l'Enseignement supérieur de la Recherche de la Science et de la Technologie et celle du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, relative selon le cas, aux étudiants et aux élèves ».

« Cet amendement », précise André Lamontagne, « vise à s'assurer d'une bonne communication entre l'Institut et le ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche de la Science et de la Technologie et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport notamment sur les questions relatives à la réussite scolaire, à la santé mentale, à la lutte contre les violences à caractère sexuel ainsi que sur les mesures applicables en situation de handicap et en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage ».

-30-

ACTUALITÉS

UNE SOLUTION À L'ESSAI EN ESTRIE

JEAN-THOMAS LÉVEILLÉ
LA PRESSE

Les masques de protection jetables utilisés dans les hôpitaux et les milieux d'enseignement de l'Estrie pourront bientôt être récupérés pour être recyclés localement.

Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Estrie s'est associé à une entreprise de Val-des-Sources (ancien Asbestos) et à l'Université de Sherbrooke afin de développer une façon plus écologique et locale de se débarrasser de ces masques, dont l'utilisation a explosé avec la pandémie de COVID-19 et pour lesquels il n'existe pratiquement pas de solution de recyclage au Québec.

Un projet pilote démarrera ce mois-ci, d'abord à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke, avant d'être élargi aux autres établissements du CIUSSS-Estrie.

Les masques, mais aussi à terme les autres équipements de protection individuels (EPI) comme des blouses, des gants ou des visières, seront récupérés et expédiés à l'entreprise MGA Environnement, qui peut les traiter pêle-mêle.

Ils seront broyés et mélangés à de la biomasse forestière pour en faire un matériau composite compact, qui « va [satisfaire à] toutes les normes environnementales les plus strictes », a expliqué dans une conférence de presse virtuelle le fondateur de l'entreprise, Martin Gagnon.

Ce matériau composite pourra servir à la fabrication de panneaux de revêtement, de gaz de synthèse, comme de l'éthanol ou le méthanol, ou encore à de la valorisation énergétique, en le brûlant pour générer de l'électricité, de la vapeur ou de la chaleur.

« Ce qu'on veut, c'est éviter l'enfouissement des EPI, mais aussi d'autres biomasses. »

— Martin Gagnon, fondateur de MGA Environnement

Si la perspective de brûler des matières constituées de ressources fossiles n'apparaît pas écologique au premier abord, Martin Gagnon répond que leur combustion permettra d'éviter la consommation d'autres carburants fossiles.

DEFI LOGISTIQUE

La technique de MGA Environnement fonctionne déjà, mais le projet pilote lui permettra de le faire passer à une échelle industrielle, afin, souhaite-t-elle, de pouvoir l'exporter dans d'autres régions.

L'entreprise doit notamment s'adapter à la très faible « masse volumique » des EPI, qui est d'environ 46 kilogrammes par mètre cube (kg/m³), contre 350 kg/m³ pour de la biomasse forestière.

« Le défi avec les EPI, ce n'est pas de traiter le tonnage, c'est de traiter le volume. »

— Martin Gagnon, fondateur de MGA Environnement

MGA Environnement commencera donc ce mois-ci à recevoir les masques récupérés à l'Hôtel-Dieu, puis dans les autres établissements du CIUSSS-Estrie, avant d'élargir son approvisionnement à d'autres importants générateurs.

« On veut ouvrir à d'autres institutions, comme les [centres de services] scolaires », a indiqué Martin Gagnon, qui envisage de le faire avant la fin de l'année scolaire.

« On vise une entente d'approvisionnement simple, explique-t-il. On veut contrôler ce qu'on va recevoir, quand et comment. »

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Le projet pilote du CIUSSS-Estrie « favorise l'économie circulaire régionale », ce qui le distingue des autres solutions de récupération des EPI, fait valoir Manon Larivière, directrice des services techniques de l'organisation.

Selon Recyc-Québec, une seule des rares entreprises offrant la récupération des masques de protection les traite au Québec ; les autres les acheminent aux États-Unis.

Et le coût de ces solutions est très élevé : il revient entre 10 000 \$ et 20 000 \$ par tonne métrique, calcule Patrice Cordeau, vice-recteur adjoint au développement durable à l'Université de Sherbrooke.

Ces services « clés en main » sont « formidables » pour répondre à des besoins à petite échelle, mais « il n'y a pas de solution à grande échelle pour les grands générateurs », explique-t-il.

L'objectif du projet pilote est de maintenir le coût de l'opération inférieur à celui de l'enfouissement, qui est d'environ 120 \$ par tonne, au Québec.

L'Université de Sherbrooke, qui contribuera au projet en fournissant deux chercheurs de sa faculté de génie, accumule par ailleurs depuis octobre les masques qu'elle récupère afin de les expédier à MGA Environnement.

44 cas potentiels de variants à Montréal

La santé publique surveille de près la situation

Jusqu'à 44 cas potentiels de variants de la COVID-19 sont sous la loupe de la Santé publique de Montréal. Et malgré une certaine amélioration des bilans quotidiens depuis janvier, la métropole demeure dans le « rouge très franc ».

MAXIME AUGER
Agence QMI

En tout, neuf cas du variant britannique ont déjà été confirmés sur le territoire montréalais. S'ajoutent ensuite 23 cas suspects et 12 cas confirmés par liens épidémiologiques : un total potentiel de 44 cas.

« Nous travaillons fort afin de retarder le plus possible l'entrée des variants afin qu'ils ne deviennent pas prédominants dans la communauté », a affirmé hier la directrice régionale de la santé publique de Montréal, la D^{re} Mylène Drouin.

Selon la D^{re} Drouin, la majorité de ces cas sous surveillance sont liés au variant du Royaume-Uni et ont un lien avec des voyages à l'extérieur du pays.

Malgré la menace que représentent les nouveaux variants, la santé publique se dit encouragée par la baisse de cas depuis le début du mois de janvier.

La situation demeure toutefois préoccupante, alors que 500 cas sont rapportés en moyenne chaque jour à Montréal, depuis une semaine : un « plateau encore élevé », précise-t-elle.

Par ailleurs, depuis quelques semaines, les taux de contamination ont légèrement augmenté chez les jeunes de 0 à 17 ans, et maintenant chez les 35 à 44 ans, « probablement les parents associés à ce que l'on voit dans les écoles et les garderies ».

RESTER PRUDENTS

La D^{re} Drouin demande aux Montréalais de rester prudents, surtout avec les assouplissements sanitaires et l'approche de la relâche scolaire.

Près de 375 éclosions sont surveillées par la santé publique à Montréal.

Depuis la semaine dernière, on note une hausse des éclosions, surtout au niveau primaire. Quatre écoles ont dû être fermées par mesure préventive, dont l'école Stanislas où un cas suspect du variant a aussi été détecté.

La santé publique compte mettre plus d'efforts afin de surveiller ces milieux de manière proactive, certaines écoles étant déjà ciblées.

Même si l'on note une baisse à 479 hospitalisations dans les établissements de santé montréalais, la pression reste importante sur l'ensemble du réseau, et plus de 500 membres du personnel de la santé sont absents en raison de la COVID-19.



LA SITUATION À MONTRÉAL

Nouveaux cas (14 derniers jours).....	6694
Hospitalisations.....	479
Soins intensifs.....	89
Décès (14 derniers jours).....	107

Quartiers chauds

- Parc-Extension
- Saint-Léonard
- Côte-Des-Neiges-
Notre-Dame-
De-Grâce
- Saint-Laurent

Lieux d'éclosions (total 375)

En milieu de travail.....	125
Dans les milieux de soins.....	91
En milieu scolaire.....	82
En service de garde.....	56
Dans d'autres milieux.....	21



PHOTO D'ARCHIVES MARTIN ALARIE

Des cas du variant britannique ont un lien avec des voyageurs arrivant au pays.



Aînés maltraités : où étaient leurs enfants ?

La première question que je me suis posée lorsque j'ai appris ce qui est arrivé aux résidents du Manoir Liverpool n'était pas : « Pourquoi le grand patron du CISSS de Chaudière-Appalaches n'était pas au courant ? »

Mais : « Où étaient les enfants de ces malheureux ? »

LA FAUTE AU SYSTÈME

C'est bien beau, blâmer les administrateurs du réseau de la santé, mais le sort des aînés est d'abord et avant tout NOTRE responsabilité.

On dit que cet enfer a duré cinq ans.

Pendant ces cinq années, personne dans l'entourage de ces résidents n'a vu que quelque chose clochait ?

On ne parle pas ici d'incidents isolés, mais d'une véritable culture de la maltraitance !

De la maltraitance systémique, pour reprendre un terme à la mode.

Et même si quelques plaintes ont été déposées au fil des ans...

Il me semble que lorsque tu vois que personne ne réagit, tu rues dans les brancards !

Tu demandes des comptes !

Tu rentres dans le bureau du gérant de la place et tu gueules !

Tu contactes un journaliste !

Tu remues mer et monde !

Et si rien ne bouge, tu prends les grands moyens et tu sors ta mère ou ton père de là !

Je peux vous dire que si ça m'arrivait, si je voyais que ma mère n'était pas bien traitée dans la résidence où elle demeure, je ne me contenterais pas d'envoyer une lettre à la commissaire aux plaintes...

Ça brasserait pas mal plus que ça.

Les employés, là-bas, trembleraient dès qu'ils entendraient mon nom.

Je deviendrais leur pire cauchemar.

Ma sœur et moi ferions passer Terminator pour Marie Quat'Poches.

JE ME SOUVIENS ?

Savez-vous quelle est l'horrible vérité ?

Au Québec, on se fout des vieux.

Non, on ne s'en fout pas : on s'en crisse.

On traite les vieux comme on traite notre histoire, notre patrimoine et notre passé.

Ça ne nous intéresse pas. C'est des vieilles affaires.

Une maison patrimoniale, au Québec, n'est pas un bijou à préserver. C'est une cambuse, une cabane, une bicoquée.

Sacre-moi ça à terre et construis une belle tour à condos ! Ou une pharmacie avec une devanture en tôle ondulée.

Je suis sûr que si le gouvernement déposait un projet de loi élargissant l'aide médicale à mourir à toutes les personnes âgées de 65 ans et plus, qu'elles soient malades ou pas, en santé ou non, on applaudirait !

Allez, hop ! Tasse-toi, mon oncle ! T'as fait ton temps !

L'ÉTAT VA RÉGLER ÇA !

Avant, au Québec, l'Église s'occupait de tout.

T'avais un problème ? T'allais voir le curé, il s'en occupait.

Aujourd'hui, c'est l'État. On a remplacé le Vatican par le gouvernement.

L'État prend en charge le citoyen du berceau au tombeau.

Regardez l'éducation. Pas étonnant que les profs pètent au frotte !

On ne leur demande pas seulement d'apprendre à nos enfants à lire et à compter, il faut qu'ils fassent leur éducation sexuelle, qu'ils leur inculquent des valeurs, qu'ils leur apprennent les bonnes manières, qu'ils les élèvent, qu'ils les éduquent, qu'ils développent leur estime d'eux-mêmes, etc.

Nous, on n'a pas le temps, on travaille !

Idem avec les vieux : l'État va s'en charger.

Parce que nous, on n'a pas le temps, on travaille !

Maudite belle société.



Semaine de relâche

L'opposition presse le gouvernement Legault de dévoiler son jeu

VINCENT LABIN

Agence QMI

Les partis d'opposition réclament que le gouvernement Legault clarifie les règles qu'il compte mettre en place pendant la semaine de relâche, au moment où de plus en plus de cas de variants de la COVID-19 sont détectés dans la province.

Le porte-parole de Québec solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois, invite Québec à faire preuve « d'originalité » si le problème du manque de ressources policières se pose.

« Le statu quo est impossible. On ne peut pas vivre une semaine de relâche sans qu'il y ait aucun contrôle », a-t-il affirmé.

PAS ENCORE DE DÉCISION

La vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault, a répété en point de presse hier matin que tout est sur la table, mais qu'aucune décision n'a été prise pour le moment. La semaine de relâche ne doit pas être synonyme de « semaine de relâchement », a-t-elle dit, ajoutant être inquiète de l'apparition de plus en plus de cas de variants de la COVID-19 au Québec.

Mais pour le député de Matane-Matapédia, Pascal Bérubé, le gouvernement a perdu du temps dans ce dossier.

« Présentement sur le territoire de ma circonscription, il y a de nombreux touristes hivernaux qui proviennent d'un peu partout au Québec [...] À partir du moment où le premier ministre a dit, ce n'est pas interdit, mais ce n'est pas recommandé, je veux dire, les gens font avec », a expliqué Pascal Bérubé.

Un préposé avoue avoir agressé 15 patientes

FRETTE PAS FRETTE, VIRE NOSTALGIQUE!

Jeu. 11 février des 19 h
VISITE DES ARCHIVES
DU CARNIVAL DE QUÉBEC
sur le Centre-ville de Québec

OPINIONS



Politologue, auteure, chroniqueuse politique

Pas de semaine de relâchement

Pour le gouvernement Legault, la prochaine semaine de relâche s'annonce très compliquée à gérer. Il le faudra bien toutefois.

Après un an bientôt de pandémie, beaucoup de monde est à bout. Il est vrai que pour plusieurs, une semaine de « pause » ne serait pas de trop. Le problème, bien réel, est que la COVID-19 frappe toujours.

Incluant la présence de nouveaux variants encore plus contagieux et possiblement plus mortels. Un méchant casse-tête pour les autorités publiques. Elles aussi, de toute évidence, sont fatiguées.

BARRAGES ROUTIERS

Le premier ministre François Legault s'en dit préoccupé. Sûrement un euphémisme. Dans sa cellule de crise, on jonglerait avec la possibilité d'ériger des barrages routiers entre les régions et les provinces voisines.

Les vaccins se faisant également beaucoup trop attendre, la réflexion, me semble-t-il, devrait être courte. Si M. Legault n'annule pas la relâche, en plus du couvre-feu, des barrages routiers, aussi frustrants seraient-ils pour les « bulles » familiales désirant prendre leur semaine

hors de leur propre « zone », seraient un minimum vital.

La raison ? La semaine de relâche, entend-on dire avec raison, ne doit surtout pas se métamorphoser en semaine de relâchement.

Face à l'usure ambiante, psychologique et physique, dans sa manière de communiquer ses choix pour cette semaine cruciale, le premier ministre n'aura donc pas droit à l'erreur.

ADHÉSION

L'adhésion d'une part substantielle de la population à la nécessité de ne pas baisser la garde et de rester dans sa « zone », même en « pause », en dépendra.

D'où l'importance pour les villes et les municipalités, dont Montréal, de préparer aussi une série d'activités sur leurs territoires respectifs. Des activités extérieures sécuritaires, mais néanmoins plaisantes.

L'important étant de bien comprendre que face à cette pandémie qui s'étire, pour les autorités politiques et les Québécois eux-mêmes, l'heure n'est surtout pas à s'enfuir la tête dans le sable... ou la neige.

De part et d'autre, le relâchement, aussi tentant soit-il, serait une grave erreur.

✉ josee.legault@quebecormedia.com
📱 @joseelegault





Redonnons le goût de l'école à nos jeunes

En janvier, en annonçant le retour en classe, le premier ministre François Legault disait que c'était un « risque calculé » et qu'il assumait son choix. C'était la chose à faire.

Maintenant, il est temps que les élèves du deuxième cycle du secondaire retournent à temps plein à l'école et c'est aussi le moment de redonner à nos jeunes leurs activités sportives et culturelles.

Ce déconfinement pour nos jeunes est plus nécessaire que jamais lorsqu'on regarde les conséquences de la pandémie sur leur réussite scolaire et leur moral.

LES ÉCHECS À LA HAUSSE

Pour la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE), le taux d'échec aurait doublé en français

et en mathématiques au niveau secondaire. Les chiffres de la FQDE diffèrent de ceux présentés par le ministre Jean-François Roberge hier.

Selon le ministre, les variations ne sont que de quelques points de pourcentage.

Par contre, les deux s'entendent pour dire que les échecs sont plus élevés lorsque les élèves font leur apprentissage à distance.

RÉGLONS LA VENTILATION

Pour que les jeunes puissent revenir à temps plein en classe, la ventilation devra être améliorée rapidement.

Le gouvernement caquiste aurait pu profiter de la pause des Fêtes pour faire le tour de la ventilation dans toutes les écoles du Québec. Malheureusement, ce n'est pas le cas.

Le ministre Roberge et la Santé publique ont décidé de publier le rapport sur la ventilation seulement en janvier et ils ont pris la décision de tout miser sur le port du masque.

Il est encore le temps de corriger la situation en ce qui concerne la ventilation. Ça doit être la priorité du ministre de l'Éducation au cours des prochaines semaines. Ainsi, un retour à la normale sera possible pour les étudiants.

Le gouvernement doit le faire, non pas pour « scorer » des points politiquement, mais pour le bien de nos enfants.



leSoleil

COVID-19: les trois régions de l'est du Québec sous contrôle

GILLES GAGNÉ
COLLABORATION SPÉCIALE

CARLETON – Les trois régions de l'est du Québec poursuivent le combat contre le coronavirus dans une relative stabilité depuis le début de février, une caractéristique commune à la Côte-Nord, au Bas-Saint-Laurent, à la Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine depuis un mois, en fait.

Sur la Côte-Nord, la santé publique régionale n'a que six nouveaux cas d'infection au coronavirus à signaler depuis le début de février. La situation inquiète les autorités toutefois, car cinq de ces cas ont été signalés dans des écoles de Sept-Îles. Quatre-vingts élèves ont dû être retirés de leur bulle-classe afin d'éviter une propagation.

Un employé-cadre du service des travaux publics de la Ville de Sept-Îles a aussi été déclaré positif à la COVID-19. Dans ce dossier, une trentaine de personnes a été placée en isolement préventif et l'étude épidémiologique est en cours. La Ville a donc dû mettre en place un plan de contingence afin que les services aux citoyens ne soient pas affectés.

Mais ce qui inquiète particulièrement la santé publique, c'est un rassemblement d'une trentaine de jeunes dans un chalet de la région de Sept-Îles au cours des derniers jours, malgré le couvre-feu et l'interdiction de rassemblement. Les autorités du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSSS) de la Côte-Nord demandent aux parents de bien surveiller la situation et de sensibiliser leurs ados à l'importance du respect des mesures sanitaires.

Dans la région, on comptait en date de mardi huit cas actifs de COVID-19, pour un total de 348 cas déclarés depuis le début de la pandémie. On ne rapporte toutefois aucune hospitalisation.

Pour ce qui est de la vaccination, le CISSS espère la reprendre dans les prochains jours dans les secteurs isolés et éloignés de Caniapiscau, de Minganie et de la Basse-Côte-Nord, ainsi que pour les personnes de 80 ans et plus du reste du territoire nord-côtier.

Bas-Saint-Laurent

Le bilan épidémiologique du Bas-Saint-Laurent a connu une timide amélioration avec neuf nouvelles infections au cours des sept derniers jours, comparativement à onze la semaine précédente. Si ces nouvelles infections ont principalement été recensées dans la MRC de Rivière-du-Loup, il y a aussi eu quelques cas dans les MRC de Rimouski-Neigette, de Témiscouata et de La Matanie.

Aucune nouvelle contamination n'a été enregistrée dans les autres MRC du Bas-Saint-Laurent. Le nombre de décès est demeuré le même pour un total de 30 depuis le début de la pandémie. Le nombre d'hospitalisations a légèrement diminué au cours des derniers jours, passant de trois à deux.

Il reste 18 cas actifs au Bas-Saint-Laurent, comparativement à 16 il y a une semaine. Sur les 1 485 personnes qui ont contracté le virus depuis mars, 1 437 sont guéries. Une moyenne quotidienne de 535 tests de dépistage a été réalisée sur le territoire au cours des derniers jours.

Un seul milieu de soins est encore en éclosion: l'Unité transitoire de réadaptation fonctionnelle, située au Centre multiservices de Mont-Joli. Cependant, aucun nouveau cas ne s'est ajouté à cette éclosion au cours des sept derniers jours. On parle toujours de 40 personnes contaminées, soit 26 usagers et 14 employés.

Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine

En Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, la situation épidémiologique s'est très légèrement détériorée au cours des sept derniers jours. Alors que la région ne comptait aucun cas actif le 2 février, elle en comptait trois une semaine plus tard. La situation est attribuable à l'émergence de trois nouveaux cas le 4 février, et de deux autres le lendemain. Toutefois, un des cas de la veille était déjà déclaré guéri, le 5 février.

Les trois cas du 4 février suivaient huit jours sans nouveau cas. En tout, six nouveaux cas ont été signalés entre les 2 et 9 février, quatre dans la MRC de la Côte-de-Gaspé, un dans la MRC d'Avignon et un aux Îles-de-la-Madeleine.

Les trois cas d'hospitalisation encore signalés alors que la région ne comptait aucun cas actif s'expliquent du fait que des gens ayant réussi à guérir de la COVID-19 ont contracté une autre maladie à l'hôpital, indique le porte-parole du CISSS de la Gaspésie, Jean Morin.

Depuis le début de la pandémie, le coronavirus a infecté 1701 personnes en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. Quarante-six de ces personnes en sont décédées et 1652 ont réussi à vaincre la COVID-19. Il restait deux personnes hospitalisées le 9 février, une de moins qu'une semaine avant.

D'autre part, le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, refuse d'accorder une entrevue à la suite d'une demande commune de plusieurs médias gaspésiens s'interrogeant sur les suites qu'il entend donner à la pétition lancée par un enseignant de l'école secondaire Antoine-Bernard, de Carleton, Donald Mathieu Robichaud.

L'enseignant s'inquiète de la possibilité qu'une proportion élevée d'étudiants de secondaire 3, 4 et 5 décroche, même certains premiers de classe, s'ils ne reviennent pas à l'école à temps complet. M. Robichaud croit que le faible nombre de cas de coronavirus dans la région justifie un retour à l'école en continu.

Au bureau du ministre Roberge, on précise pour justifier le refus d'entrevue que « nos décisions sont prises en fonction des recommandations de la Santé publique. Pour le moment, comme la situation est toujours fragile, nous maintenons les mesures en place. Comme nous l'avons affirmé, nous réévaluerons ces mesures dans quelques semaines. En attendant, il s'agit d'une recommandation de la Santé publique et nous écoutons l'avis des experts ».

Avec la collaboration spéciale de Johanne Fournier et de Steeve Paradis

'We are trying to gain time

As cases of variant rise, Drouin urges Montrealers to follow COVID rules

MICHELLE LALONDE

With 44 cases of a much more contagious and deadly variant of the COVID-19 virus now confirmed or suspected in Greater Montreal, the region's public health director is begging Montrealers to be vigilant about following the rules for the next few weeks.

"Our strategy right now is to do everything we can to trace the cases and contacts and intervene in the sites, to keep these strains from becoming the dominant strain circulating in the community," said Dr. Mylène Drouin at a news conference Wednesday. "We are trying to gain time, and during that time vaccinate as many of the most vulnerable people as possible."

The government has warned that if variants begin to take off, measures may have to be tightened again.

Nine cases of the variant that first emerged in the United Kingdom, considered to be 40 per cent more contagious than the one that has been circulating here for the past year, have been confirmed in the Montreal region at Quebec's public health laboratory using genetic sequencing.

Twenty-three other cases of the same variant have been identified by a Montreal laboratory using a screening process that detects the potential presence of any of three variants of concern; the ones that have emerged in the U.K., Brazil and South Africa. None of those 23 samples have been confirmed by genetic sequencing, but they are presumed to be the variant from the U.K. The 12 other suspected cases are direct contacts of the

nine people whose samples were confirmed to be that variant.

Because DNA screening takes seven to 10 days, Drouin said her department is treating all 44 cases as if they are confirmed cases of the variant. "When a variant is suspected, we are more intense and aggressive with our tracing," she said. "We are searching for contacts, and contacts of contacts, and of course if the variant is associated with a school, kindergarten, daycare or workplace, we are going ahead with massive screening and we may have to close them down more rapidly."

A private school in Outremont, Collège Stanislas, was ordered by public health to stop in-class learning in its primary sector last week because of a suspected case of the variant, Drouin confirmed. She said at least 40 students there have tested positive so far, but it is not yet clear whether they are carrying the variant. All students, teachers and staff members have been tested and those tests will be screened for the variant, she said.

Drouin said the decision was made to close the entire primary section of the school, instead of just affected classes, because of the size of the outbreak in the class concerned, the speed of transmission and the pattern of transmission. The school's administration has now decided to temporarily close in-class learning for its secondary section as well, according to a statement released Wednesday afternoon, and has asked public health to extend its screening program to the school's secondary students and staff, as a precaution.

Drouin said Montreal is on a

"high plateau" right now, averaging about 500 new confirmed cases of COVID-19 a day, and each case is infecting, on average, one other person, which means the virus is not in retreat. The positivity rate in the region has plateaued at 6.66 per cent, while four neighbourhoods have positivity rates above 10 per cent: Parc-Extension, St-Léonard, Côte-des-Neiges and St-Laurent.

Montreal public health is managing 375 outbreaks right now, mostly in workplaces (125), health-care settings (91), schools (82) and daycares (56). Drouin suggested a recent reduction in outbreaks in care settings could be due to the fact that many health-care workers and almost all long-term care residents have received a first shot of the vaccine.

Four schools in the region have had to be closed in the last two weeks because of rapid transmission patterns, she said.

Drouin said the evidence of the growing presence of the variant in her region has not changed her opinion of the move to open non-essential businesses and loosen other pandemic measures.

"The softening of measures that was announced concerns sectors or activities that, according to our risk analysis, we don't judge to have the characteristics for potential super-spreading. For us, to keep a population like Montreal's, which has been a red zone since September, under restrictions, we had to look at what we could do to soften restrictions without increasing the risk of community transmission."

Drouin said she supports the government's decision to encour-



age CEGEPs and universities to allow students to return to in-class learning at least once a week where that can be done safely. She acknowledged that is more difficult for schools in urban areas like Montreal, where class sizes are large and space more restrained, but she said student mental health is a growing concern.

“We are seeing an increase in distress among youth and we think post-secondary schools have to put in place measures to ensure the youth can socialize ... and not just be in front of a screen,” she said.

Sonia Bélanger, head of the CIUSSS du Centre-Sud-de-l’Île-de-Montréal, said there are currently 479 patients in hospital with

COVID-19 in the region, including 89 in intensive-care units. While that is well down from the second wave peak in mid-January of over 750 hospitalized and 150 in ICU, admissions seem to be plateauing at a level that is still too high.

mlalonde@postmedia.com

laTribune

Avoir le dos large

JULIE MYRE-BISAILLON

CHRONIQUE / On pouvait récemment lire dans un éditorial d'Alexandre Sirois paru dans La Presse, intitulé Au Québec, l'éducation mérite (encore) mieux, les propos suivants au sujet d'une éventuelle commission 2.0 en éducation (quasi les mêmes propos d'ailleurs que ceux de Normand Baillargeon dans Le Devoir la semaine précédente) :

« À ce sujet, parmi les experts consultés au cours des derniers jours, plusieurs ont signalé à quel point le choix des membres d'une éventuelle commission doit être fait avec doigté. »

« Il faut par ailleurs à tout prix éviter de jouer dans le même film qu'il y a 25 ans, alors que des états généraux ont mené à une réforme ayant complètement occulté les objectifs et les recommandations pour mettre de l'avant une approche socioconstructiviste de l'apprentissage. »

« D'ailleurs, le sort de l'héritage de cette réforme abracadabrantesque (et ses compétences transversales) est l'une des raisons pour lesquelles l'heure est venue de se concerter de nouveau. Il nous sert aussi de mise en garde. »

« Pour éviter un nouveau gâchis, Québec devra appliquer avec soin les solutions qui auront fait consensus et mettre en place une mécanique pour évaluer, par la suite, leur mise en œuvre. »

J'ai l'impression que Normand Baillargeon et Alexandre Sirois ont mangé à la même table récemment (virtuellement bien sûr) et qu'ils ont convoqué les mêmes experts à leur rencontre. On dirait qu'il se trame quelque chose, qu'on place des pions sur un échiquier qui n'est même pas sur la table. On parle de réforme, de données probantes et on pense même savoir qui sont ceux qui devraient être à la tête de cette réforme.

J'ai quelques malaises.

L'École québécoise mérite mieux c'est bien évident. Mais la réforme des années 1990 a un peu, beaucoup, passionnément le dos large il me semble. J'en appelle ici à la nuance. Aucun programme n'est parfait, mais aucun

programme n'est imparfait. Et parler d'un gâchis remettrait en question tout ce qui se fait (de très bien) dans les écoles depuis 25 ans. Ça me semble extrême comme idée. Le besoin de renouveau en éducation n'est pas lié à « l'échec » d'une réforme précédente (ce serait méthodologiquement périlleux puisque appliquée inégalement et parfois pas partout), mais bien au fait que la société évolue rapidement et qu'on doit être constamment en mouvement quand on réfléchit l'École. Ou plus largement l'Éducation.

Rester en mouvement

Il y a toujours eu deux clans sur les fondements de cette réforme. Il n'y a jamais eu de grandes subtilités entre les deux. Mais ramener aujourd'hui un seul de ces clans sur la place publique ne rend pas justice à cette réforme. On perçoit d'ailleurs dans les propos de Sirois et de Baillargeon, à peine entre les lignes, pas subtilement partout, que les experts consultés sont ceux qui ont mené la vie dure à cette réforme dès sa mise en place... hé ben. Comme si on pouvait mettre sur le dos de la réforme tous les maux actuels de l'éducation. Il y avait et il y a encore des gens qui pensent que cette réforme a un bon fond.

Ce qui est certain, c'est que peu importe les réformes proposées, le Gouvernement devra d'abord avoir les moyens de ses ambitions. Pour l'application. Et l'accompagnement.

La où j'ai aussi un grand malaise, c'est de lire les critiques d'un journaliste sur les compétences transversales, comme celle d'exercer son jugement critique et de communiquer de façon appropriée... hé ben. Il me semble que ces compétences devraient avoir du sens pour les journalistes, les chroniqueurs, les éditorialistes.

À propos des experts maintenant. Qui ont-ils? Les enseignants d'abord. Les conseillers pédagogiques, les professionnels de l'éducation au sens large. Ensuite, les chercheurs en éducation et, pas seulement ceux dont les travaux font émerger des données dites probantes parce que quantitatives, expérimentales, etc.. Je parle ici du besoin de diversité de recherches de tous les types. Sans

quoi ce serait penser que la classe est un environnement stérile qu'on peut contrôler...

Peu importe la réforme, il faudra aussi être prudent dans l'utilisation des données probantes beaucoup trop à la mode ces jours-ci.

Enfin, commander une réforme à ce stade-ci me semble prématuré parce qu'elle ne réglerait pas des problèmes de fond. On n'a pas besoin d'une réforme pour en appeler à quelques consensus comme Goudreault en appelle à la poésie : il y a trop d'élèves dans les classes, il n'y a pas assez de soutien pour ces mêmes élèves (dont ceux qui ont des besoins particuliers) et donc pour les enseignants également et on ne paye pas nos enseignants à leur juste valeur. Si on s'attaquait à ça d'abord?

On a probablement besoin de se pencher sur un paquet d'affaires qui concernent l'école, ensuite. Mais peut-être qu'on pourrait le faire différemment cette fois-ci? Tant qu'à s'avancer sur qui devraient mener ce travail de réflexion, si on réunissait des enseignants et des chercheurs de toute la province dans leur discipline respective et qu'on leur demandait leur avis?

La Tribune (Numérique), 11 février 2021, page AC13
Le Droit (Numérique), 11 février 2021, page AC7
Le Quotidien (Numérique), 11 février 2021, page AC10
Le Nouvelliste (Numérique), 11 février 2021, page NA
La Voix de l'Est (Numérique), 11 février 2021, page AC10

laTribune

Les négos en éducation ne vont pas bien, «c'est tout le contraire», estime la CSQ

LIA LÉVESQUE

La Presse Canadienne

MONTREAL - Alors que Québec parle d'une accélération de la négociation avec les syndicats d'enseignants, la CSQ, qui représente la majorité d'entre eux, affirme que c'est «tout le contraire» et décrit du «surplace».

Mardi lors de la période des questions en Chambre, la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, a parlé d'une «accélération de ces négociations» avec la Centrale des syndicats du Québec et la Fédération autonome de l'enseignement. «On a entendu le message des enseignants. On est dans l'action», a lancé la ministre.

«Le gouvernement a fait de l'éducation et de la réussite éducative des élèves sa priorité. Il en découle un engagement fort important d'améliorer également les conditions de travail des enseignants, et c'est ce que nous voulons faire», a ajouté la ministre.

Or, la présidente de la CSQ, Sonia Éthier, a brossé un tout autre portrait mercredi. Elle rapporte que les tables de négociation dans l'enseignement et l'enseignement supérieur «font du surplace», que les rencontres «se tiennent au compte-gouttes» et que les négociations sont loin de bien aller.

«Cela fait plusieurs mois que le Conseil du trésor affirme que les négociations vont bien, alors que c'est tout le contraire», a dit la dirigeante syndicale.

Les négociations entre les parties durent depuis un an.

«On attend encore le jour où les écoles, les cégeps et les établissements de santé seront une priorité pour le gouvernement de la CAQ, avec des offres concrètes et sérieuses», a commenté Mme Éthier.

La FAE, quant à elle, accueille favorablement cette invitation à accélérer la négociation et se dit prête à y participer «de bonne foi».

Mais elle reste sur ses gardes. «Les membres de la FAE n'ont pas oublié qu'au printemps dernier, le gouvernement a tenté de profiter de la pandémie pour régler à rabais, lors d'une première phase exploratoire», a

commenté son président Sylvain Mallette.

Votes de grève

Les syndicats de la CSQ dans le milieu de l'éducation se sont déjà dotés d'un mandat de «l'équivalent» de cinq journées de grève à être tenues au moment opportun. Il pourra même s'agir de demi-journées.

Ceux de la FAE seront bientôt consultés sur un mandat de moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève générale illimitée, à compter du 31 mai.

Motion du PQ

Pendant ce temps, l'opposition péquiste a présenté mercredi une motion pour rappeler «l'urgence de valoriser la profession d'enseignant» et d'y attirer davantage de candidats «en offrant des meilleures conditions de travail et un salaire plus élevé à l'embauche».

La motion a été adoptée sans débat.

Selon l'échelle de rémunération en vigueur, un enseignant au premier échelon gagne 42 431 \$ et jusqu'à 82 585 \$ au 18^e et dernier échelon. Un enseignant se voit attribuer l'échelon correspondant à son expérience, plus deux échelons si sa scolarité est évaluée à 17 ans et quatre échelons si sa scolarité est de 18 ans.



leDroit

COVID-19: l'école des Trois-Saisons rouvrira ses portes jeudi matin

DANIEL LEBLANC

Le Droit

Fermée durant 72 heures par mesure préventive puisque trois cas de COVID-19 ont été signalés parmi le personnel, l'école des Trois-Saisons, à Gatineau, rouvrira ses portes jeudi matin.

Le Centre de services scolaire des Draveurs (CSSD) a précisé avoir obtenu le feu vert de la Direction de la santé publique de l'Outaouais.

«Les autorités de la santé publique recommandent la réouverture de l'établissement scolaire le jeudi 11 février. Les élèves pourront donc assister à leurs cours en présentiel comme à l'habitude», explique-t-on.

On dénombre actuellement environ 30 cas actifs de COVID-19 dans le réseau scolaire en Outaouais, tandis qu'on en compte une douzaine dans les écoles francophones d'Ottawa et de l'Est ontarien.

Trois cas

Rappelons que mardi matin, quatre cas actifs de coronavirus ont été dénombrés à l'école des Trois-Saisons (353 élèves), dont trois concernent des membres du personnel.

En décembre dernier, une importante éclosion avait aussi éclaté à l'école du Nouveau-Monde, dans le secteur Gatineau. Plus d'une trentaine de cas positifs avaient été détectés et l'établissement avait été fermé prématurément avant les vacances de Noël.

leNouvelliste

Trois bourses environnementales à des écoles de la région

BRIGITTE TRAHAN
Le Nouvelliste

Trois-Rivières — L'Académie les Estacades de Trois-Rivières, la Fondation de l'École primaire d'éducation internationale de Trois-Rivières de même que l'école secondaire des Chutes de Shawinigan recevront toutes les trois une aide financière de la Fondation Monique-Fitz-Back pour des projets ayant trait à la sensibilisation et la mobilisation des jeunes à la réduction des gaz à effet de serre et à l'adaptation aux changements climatiques.

Les projets de ces trois écoles font partie des 50 projets scolaires qui seront soutenus dans le cadre de l'édition 2020-2021 du programme d'aide financière de la Fondation et impliquent 7700 élèves, au Québec, du niveau préscolaire jusqu'au collégial.

La valeur totale des montants accordés s'élève à 35 573 \$. L'Académie les Estacades recevra pour sa part 1000 \$ dans le cadre du volet Changements climatiques pour un projet intitulé Pas besoin d'une première auto.

L'école secondaire des Chutes, elle, recevra le même montant dans le cadre du volet Gestion des matières résiduelles/ RECYC-QUÉBEC pour un projet intitulé Comité EVB (composteur rotatif et jardin public).

Quant à la Fondation de l'école primaire d'éducation internationale, elle pourra profiter d'un financement de 500 \$ provenant du volet Enseigner dehors pour le projet Éducation en plein air: des classes inspirantes! La bourse servira à l'achat de matériel pédagogique afin de bonifier les activités extérieures.

Journées de la persévérance scolaire

Une vague numérique colorée frappera les Laurentides



Les Journées de la persévérance scolaire (JPS) arrivent dans moins d'une semaine au Québec. Cette année, les #JPS2021, dans les Laurentides, se verront extrêmement motivantes, dynamiques et colorés. En effet, les Partenaires pour la réussite éducative dans les Laurentides (PREL) ont créé un mouvement de PLUS à colorier et à afficher aux fenêtres des maisons.

Afin que le mouvement devienne viral, le PREL s'est affilié avec plusieurs mamans influenceuses pour propulser le mouvement à travers vos écrans. Parmi ces personnalités publiques, on retient les noms de Maïka Desnoyers, Maman caféine, Saskia Thuot, Julie Houle et Sébastien Benoît. Ils sautent à pieds joints dans le mouvement et ont accepté de faire l'activité avec leurs enfants et de la promouvoir sur leurs propres réseaux sociaux.

«Nous espérons que ce mouvement, qui a pris une ampleur imprévisible, saura encourager et soutenir nos jeunes et leurs familles durant cette année académique particulière et parfois difficile. Nous vous rappelons qu'un mot d'encouragement, un petit geste simple peut faire une grande différence», affirment Sébastien Tardif, président du PREL et directeur général du Centre de services scolaire des Laurentides, et Annie Grand-Mourcel, directrice générale du PREL.

Une vingtaine d'épiciers embarquent dans le mouvement

Une vingtaine de succursales IGA à travers les Laurentides ont répondu OUI à l'appel et ont accepté de collaborer pour rejoindre de nombreuses familles. Le 13 et le 14 février, les dessins seront distribués au grand public, aux familles et aux enfants à travers ces succursales. *«Nous les sentons solidaires et*

impliqués aux Journées de la persévérance scolaire. Nous les remercions pour leur précieuse collaboration», souligne le PREL.

Pour faire l'activité coloriage, rendez-vous ici : [Campagne régionale #+motivé -- PREL](#). Téléchargez un des 4 modèles de PLUS, imprimez-le, mettez-y vos couleurs et affichez-le fièrement à vos fenêtres de maison, de commerces, de voiture, etc.

Pour plus d'outils et d'activités à mettre de l'avant au cours des Journées de la persévérance scolaire et tout au long de l'année, visitez le portail web du PREL au [www.prel.qc.ca] et suivez sa [page Facebook](#).

Jean-François Roberge fait le point sur le premier bulletin



Le ministre Jean-François Roberge a dressé un bilan du dernier bulletin. ©Photo Hebdo Rive Nord-archives

Afin de dresser un portrait de la situation des apprentissages réalisés par les élèves en période de pandémie, le ministère de l'Éducation a procédé à l'analyse d'un échantillon représentatif de résultats du premier bulletin. Cette analyse confirme que la hausse du taux d'échec depuis le début de l'année scolaire n'est pas aussi importante que celle qui était appréhendée, les taux demeurant relativement stables par rapport à ceux de l'année précédente.

La collecte d'informations effectuée auprès du réseau scolaire a permis au Ministère de récolter les taux de réussite en langue d'enseignement et en mathématique pour les élèves de troisième et sixième année du primaire, de même que pour l'ensemble des niveaux du secondaire. Les taux de réussite en sciences (théorie) et en histoire pour la quatrième secondaire ont également été compilés et analysés. Au total, 198 écoles publiques et 16 écoles du réseau privé ont participé à la collecte de données. Les résultats obtenus ont été comparés avec le bulletin de l'année scolaire 2019-2020 remis en février 2020 pour permettre de déterminer si les circonstances exceptionnelles d'apprentissage avaient eu un effet sur la réussite des élèves.

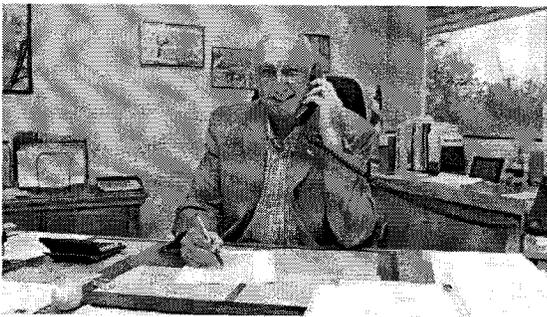
Dans le but de mieux soutenir la **persévérance scolaire** chez les élèves dans la conjoncture actuelle, le gouvernement a procédé à un nouvel ajustement du Régime pédagogique pour l'année scolaire 2020-2021. Il faut savoir que la dernière étape compte habituellement pour 60 %. Exceptionnellement, cette année, pour les élèves du préscolaire, du primaire et du secondaire, la première étape comptera pour 35 % de la note finale, alors que la seconde sera pondérée à hauteur de 65 %. Cela devrait permettre aux

élèves qui auraient éprouvé des difficultés plus importantes durant les premiers mois de l'année scolaire d'augmenter leurs chances de réussir leur année scolaire et de poursuivre leur cheminement vers le niveau supérieur.

Au primaire, les résultats du premier bulletin 2020-2021 sont similaires à ceux obtenus l'an dernier, tant en langue d'enseignement (français/anglais) qu'en mathématique. En 1^{re} secondaire, une hausse du taux de réussite est observée en mathématique (+3,1 %) entre les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021. En 3^e secondaire, une baisse du taux de réussite est observée en mathématique (-3,0 %) et en 4^e secondaire (-4,2 %) entre les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021. La 3^e secondaire est l'année démontrant les plus hauts taux d'échec en écriture et en mathématique, tant l'an dernier que cette année. Les résultats de 3^e, 4^e et 5^e secondaire ne démontrent pas d'écarts significatifs par rapport aux autres niveaux, confirmant possiblement que l'apprentissage en alternance n'entraîne pas une hausse du taux d'échec.

Le directeur général du CSSBE annonce son départ à la retraite

Antoine Desrosiers



Crédit photo : Gracieuseté CSSBE

Après 13 années de services, le directeur général du Centre de services scolaires de la Beauce-Etchemin (CSSBE) annonce son départ à la retraite. Ce dernier sera effectif à compter du 18 août prochain.

M. Lessard en a fait l'annonce à l'occasion du conseil d'administration du CSSBE qui avait lieu mardi soir. Le DG soutient que sa décision était mûrement réfléchie. Il quitte également avec le sentiment du devoir accompli, ajoutant qu'il allait continuer de s'investir à 100% dans les projets du Centre de services jusqu'à la toute fin.

De son côté, le président du conseil d'administration, Michel Morrisette, a soutenu être triste de perdre un allié comme M. Lessard, indiquant que le conseil enclencherait rapidement le processus pour trouver la prochaine personne qui prendra la direction générale.

De nouveaux cas à l'école L'Accueil de Scott qui est sous surveillance

Antoine Desrosiers



Les cas de COVID-19 continuent de s'ajouter du côté de l'école l'Accueil de Scott où six personnes ont été déclarées positives au cours des 24 dernières heures. Dix-neuf personnes de plus ont été placées en isolement préventif.

Rappelons que la direction de la Santé publique et le Centre de services scolaires de la Beauce-Etchemin ont mis en place un dépistage préventif pour tous les élèves de l'établissement, ainsi que leurs familles, aujourd'hui.

Ce sont maintenant 26 cas positifs ont été déclarés dans l'établissement depuis le 1^{er} février dernier.

Ailleurs dans le réseau

Un cas s'est aussi ajouté à l'école Louis-Albert-Vachon de Saint-Frédéric, un autre à l'école le Tremplin de Saint-Victor, un autre à l'école Sainte-Martine du côté de Courcelles et un autre à la Polyvalente de Saint-Georges.

Des tous ces cas, aucun retrait supplémentaire n'a été demandé par la Santé publique.

Il laisse son poste de directeur général en août prochain

Normand Lessard quitte le CSSBE avec le sentiment du « devoir accompli »



Par Sylvio Morin, Chef des nouvelles

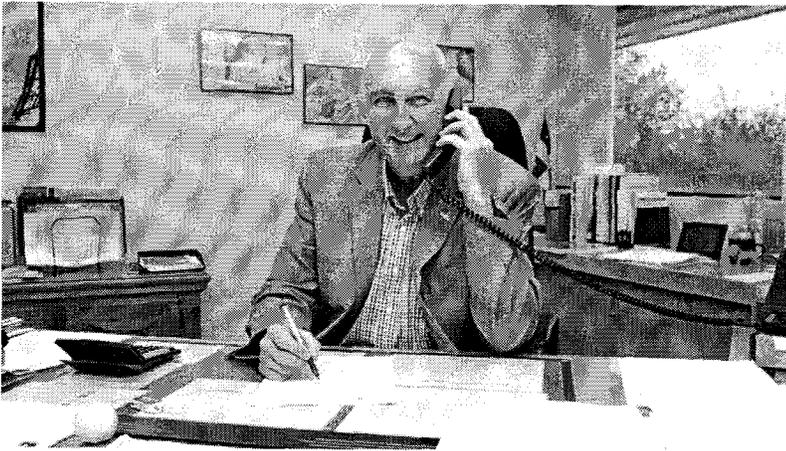


Photo: Courtoisie

« C'est une grande décision que j'ai mûrement réfléchi. Je quitte avec le sentiment du devoir accompli ».

Voilà les commentaires émis par Normand Lessard, lors d'un entretien téléphonique avec *EnBeauce.com*, au lendemain de son annonce faite à la séance du conseil d'administration du Centre de services scolaires de la Beauce-Etchemin à l'effet qu'il quittera ses fonctions de directeur général à compter du mois d'août prochain. « *Il était important pour moi que je puisse aviser le conseil à l'avance pour qu'il ait le temps de procéder à mon remplacement* », a-t-il fait savoir.

En place depuis 13 ans, M. Lessard a toujours oeuvré au sein de la structure scolaire, d'abord comme enseignant, puis comme responsable de l'éducation des adultes avant d'occuper ce poste de direction. Sa décision de partir est totalement « *personnelle* » et n'a aucun lien avec la transformation des commissions scolaires en centres de services scolaires, opérée l'an dernier par le gouvernement du Québec. Encore dans la cinquantaine, Normand Lessard entend demeurer actif sur une base professionnelle en acceptant quelques mandats de consultant.

Parmi les nombreux dossiers d'importance dont il a traités au cours de toutes ces années, le directeur général est particulièrement fier de la procédure adoptée pour le redéploiement des élèves dans les écoles de Saint-Georges qui a été effectuée en 2015. Trente pour cent de la clientèle scolaire a bougé

durant cette opération qui a amené la création de la nouvelle entité de l'école des Deux-Rives (autrefois Trinité).

Sur une base personnelle, il ne peut passer sous silence le Grand Défi Desjardins de 2017, dont il est un des initiateurs, alors qu'avec 19 autres Beaucerons, il a parcouru en bicyclette la distance entre Key West en Floride et Saint-Georges-de-Beauce. Le parcours à relais a permis d'amasser 160 000 \$ pour la promotion des saines habitudes de vie.

Perte d'un allié

Lors de la séance publique d'hier, le président du conseil d'administration, Miguel Morissette, a exprimé sa tristesse de perdre un allié comme M. Lessard. Toutefois, il a assuré que le conseil d'administration enclencherait rapidement les démarches pour sélectionner la prochaine direction générale.

M. Lessard en a profité pour assurer son appui dans l'accueil et la transition de la prochaine personne qui assurera ces fonctions. « *D'ici à mon départ, je continue de m'investir à 100 % dans les projets du CSSBE. Je tiens à remercier les membres du conseil des commissaires et les membres du nouveau conseil d'administration pour toute la confiance apportée* », a-t-il ajouté.

M. Lessard étant reconnu comme un leader qui a apporté des pratiques collaboratrices au sein du CSSBE, les membres du personnel se promettent de préparer un hommage « *à l'homme qui aura mené l'organisation à des niveaux d'excellence* », peut-on lire dans le communiqué de presse émis par le centre scolaire.

COVID-19 : 10 nouveaux cas dans des écoles du CSSBE

Par Salle des nouvelles



Photo: Archives

La Direction de la santé publique (DSP) a informé que 10 diagnostics de COVID-19 ont été confirmés au CSSBE.

- 6 cas à l'école l'Accueil (Scott) – 19 élèves en isolement préventif
- 1 cas à l'école Louis-Albert-Vachon (Saint-Frédéric) – aucun isolement supplémentaire
- 1 cas à l'école le Tremplin (Saint-Victor) – aucun isolement supplémentaire
- 1 cas à l'école Sainte-Martine (Courcelles) – aucun isolement supplémentaire
- 1 cas à la Polyvalente de Saint-Georges – aucun isolement supplémentaire

Les personnes mises en isolement ont déjà été contactées.

Les écoles et les centres demeurent ouverts pour les élèves qui ne sont pas en isolement et continuent d'appliquer toutes les mesures nécessaires pour éviter une nouvelle propagation.

Seulement les élèves qui ont été isolés par la Santé publique ont droit à l'enseignement à distance.

Un dépistage préventif pour tous les élèves de l'école l'Accueil de Scott

La Direction de la santé publique (DSP) a également informé qu'elle effectuera un dépistage préventif pour tous les élèves de l'école l'Accueil de Scott et leur famille.

La DSP a déjà procédé au dépistage des membres du personnel la semaine dernière et les invite à nouveau à faire le test.

À ce jour, 20 cas positifs ont été déclarés depuis le 1er février. Depuis le début de la rentrée scolaire 2020, seulement 2 cas avaient été confirmés par la DSP dans cette école.

Le dépistage se fait aujourd'hui dans les locaux de l'école l'Accueil.

Pour faciliter le processus, les cours seront suspendus pour la journée et des enseignements à distance seront offerts exceptionnellement le jeudi 11 février.

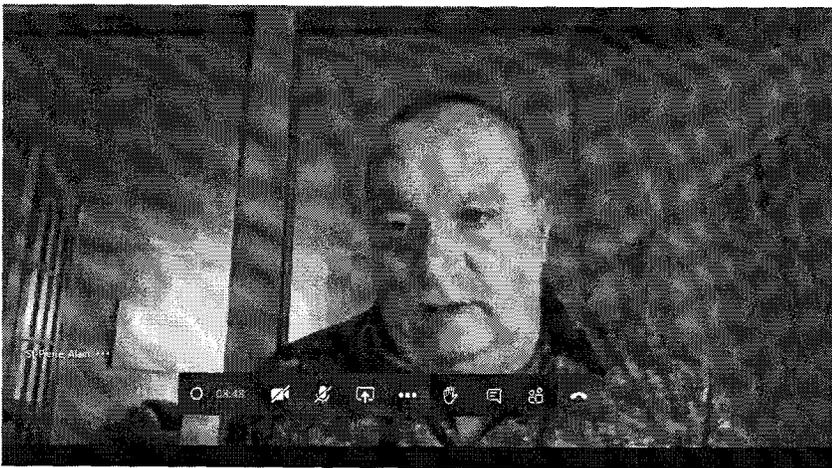
Pour la journée pédagogique prévue le vendredi 12 février, toutes les activités sont annulées. Les parents des élèves ont été informés des démarches à suivre pour prendre rendez-vous.

Pour toute question relative à cette intervention, vous êtes invités à communiquer avec la Direction de la santé publique.

16 jeunes honorés à la MRC



Par Claude Thibodeau



d'écran)

Le préfet Alain St-Pierre (Photo : Capture

Profitant de la séance virtuelle de février du conseil, le préfet, Alain St-Pierre, a dévoilé, mercredi soir, les lauréats des Prix jeunesse 2020 de la MRC d'Arthabaska.

«La pandémie nous ayant empêchés, en juin dernier, de présenter les jeunes récipiendaires comme on le fait tous les ans, nous avons convenu de les reconnaître ce soir», a-t-il dit, avant d'énumérer les 16 jeunes provenant d'autant de municipalités.

Il s'agit de Charles-Émile Grenier (Chesterville), Ariane Soucy (Daveluyville), William René (Ham-Nord), Manna Singh (Notre-Dame-de-Ham), Mélissa Béliveau (Saint-Albert), Molee Robidoux (Saint-Louis-de-Blandford), Emmy Roberge (Saint-Rémi-de-Tingwick), Mara-Jade Bouffard (Saint-Rosaire), Maxim Normand (Saint-Valère), Zachary Lahaie (Sainte-Clotilde-de-Horton), Marélya Grenier-Simoneau (Sainte-Élizabeth-de-Warwick), Scott Gardner (Sainte-Hélène-de-Chester), Benjamin Lambert (Sainte-Séraphine), Bastien Carignan (Tingwick), Étienne Boutin (Victoriaville) et Olivier Mercier (Warwick).

«Pour leur rendre hommage, une page leur sera consacrée dans l'édition du 17 février de *La Nouvelle Union*. Chacun des lauréats recevra un certificat», a fait savoir le préfet Alain St-Pierre, tout en remerciant les municipalités participantes. «Mais particulièrement, je remercie tous ces jeunes qui, par leur implication, contribuent à la vitalité de notre communauté», a-t-il ajouté.

Dans son mot d'ouverture également, le préfet n'a pas manqué de souligner **les journées de la persévérance scolaire** qui se dérouleront du 15 au 19 février.

«Depuis 2014, la MRC d'Arthabaska appuie cette initiative qui lui est chère. Des jeunes de la région sont invités à s'approprier leur école et à saisir les opportunités qui s'y présentent pour s'épanouir pleinement», a indiqué Alain St-Pierre, ajoutant ce geste revêt une importance pour la MRC d'Arthabaska afin de favoriser le bien-être et la qualité de vie des citoyens.

Le conseil de la MRC a donc réitéré son appui à l'ensemble des partenaires de la région, mobilisés autour de la lutte au décrochage scolaire. «Il est important d'encourager les jeunes et moins jeunes à persévérer tout au long de leur cheminement scolaire», a souligné le préfet.

CSS de l'Estuaire : trois services de garde d'urgence seront offerts durant la relâche



Par Johannie Gaudreault - Initiative de journalisme local



Photo : iStock

La semaine de relâche aura bel et bien lieu, mais certains parents dont les emplois sont jugés essentiels devront continuer à travailler. Le Centre de services scolaires (CSS) de l'Estuaire mettra donc à leur disposition trois services de garde d'urgence sur le territoire, dont deux en Haute-Côte-Nord.

« Une concertation entre les directions d'école et la direction du CSS a permis d'établir que le service sera disponible à trois endroits, soit à l'école Marie-Immaculée des Escoumins pour le secteur ouest, à l'école St-Luc de Forestville pour le secteur centre et à l'école Mgr-Bélanger de Baie-Comeau pour le secteur de Manicouagan », informe la directrice générale du CSS de l'Estuaire, Nadine Desrosiers, dans un communiqué aux parents.

Selon le CSS, cette sélection permettra de répondre aux besoins des parents ciblés tout en permettant au personnel concerné de bénéficier quelques jours de congé, « lui qui est au front depuis le tout début de la pandémie en mars dernier ».

Pour le moment, la liste exhaustive des emplois essentiels permettant l'accès au service n'est toujours pas connue. « Mais, nous savons qu'elle inclura notamment les personnes travaillant dans le réseau de

la santé et des services sociaux, dans les services d'urgence (policiers, pompiers, etc.) ainsi que le personnel des services de garde d'urgence », divulgue Mme Desrosiers.

Réservation

Du 19 au 28 février, les parents qui occupent un emploi parmi ceux qui auront été identifiés auront accès à un formulaire d'inscription centralisé sur le site Quebec.ca afin de réserver leur place dans l'une des trois écoles offrant le service.

« Nous vous rappelons qu'il s'agit d'un service de dépannage de dernier recours et que dans une volonté de limiter la propagation de la COVID-19, il est préférable pour les parents ayant une solution de rechange pour garder leurs enfants à la maison », soutient le communiqué.

Prestation

Les parents d'un enfant de moins de 12 ans (ou ayant besoin d'une assistance particulière) qui seront dans l'impossibilité de travailler pendant la semaine de relâche seront admissibles à la Prestation canadienne de la relance économique pour les proches aidants (PCREPA) et ainsi touchés une somme de 500 \$.

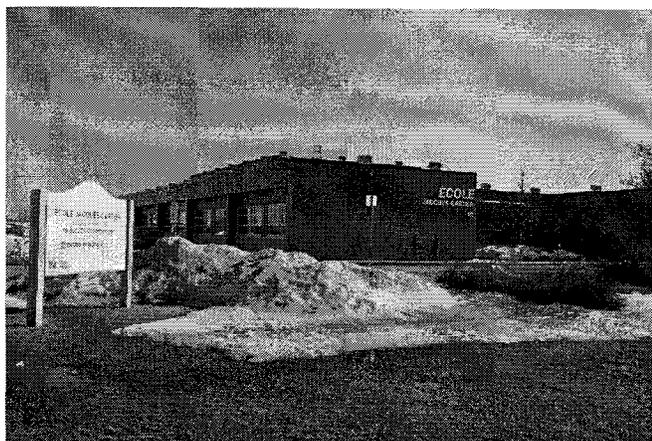
La PCREPA est destinée à soutenir les parents lorsqu'une garderie, une école ou un service de garde est fermé en raison de la COVID-19. Pour être admissible, le travailleur doit être dans l'incapacité de travailler au moins 50 % de sa semaine de travail. Comme le montant est imposable, un montant de 450 \$ sera reçu par les demandeurs.

Les parents admissibles ne doivent pas recevoir d'autres prestations et ne doivent pas toucher de congés payés par leur employeur durant la semaine de relâche. Si l'école ou le service de garde de l'enfant est ouvert pendant la semaine de relâche, le parent n'a pas droit à la PCREPA.

Un soutien financier pour trois projets scolaires



Par Laurence Dupin



L'école Jacques-Cartier.

Trois projets scolaires du secteur vont être soutenus par la Fondation Monique-Fitz-Back dans le cadre de l'édition 2020-2021 de son programme d'aide financière.

Au total, ce sont 50 projets répartis à travers les 14 régions administratives de la province, qui vont être aidés, du préscolaire au collégial. Dans notre secteur, le centre éducatif l'Abri de Port-Cartier obtient 1000\$ pour Pas besoin d'auto, nous avons notre vélo cargo, l'école St-Alexandre de Port-Cartier pour le verger d'Alexandre obtient 1000\$ et l'école Jacques Cartier de Sept-Îles obtient 500\$ pour Le plaisir d'être dehors JC.

Tous les projets retenus par la fondation ont en commun la sensibilisation et la mobilisation des jeunes dans toutes les étapes du projet, en plus d'encourager leur implication active dans l'atteinte des objectifs visés par chaque volet. Selon Benoît Mercille, directeur général de la Fondation Monique-Fitz-Back, « recevoir autant de projets et constater qu'autant de jeunes et de membres du personnel scolaire demeurent actifs en cette année si particulière nous a fait chaud au cœur et confirme l'espoir que nous plaçons dans cette jeune génération. »

Les **brèves** de **La Relève**
| Daniel Bastin |

Fermeture de l'école Notre-Dame 1 à Otterburn Park



Par mesure préventive et afin de limiter la propagation de la COVID-19, le Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP) a décidé de fermer l'école Notre-Dame 1 à Otterburn Park pour quatorze jours, du 2 au 15 février inclusivement. Cette décision a été prise compte tenu de l'augmentation du nombre de cas dans l'école au cours des derniers jours, soit 11 membres du personnel et 19 élèves. L'école Notre-Dame 2 demeure toutefois ouverte, car on y recense un seul cas parmi les élèves. L'école Notre-Dame 1 a été fermée par le Centre de services scolaire des

Patriotes puisqu'il était difficile de maintenir les services aux élèves en raison du taux d'absence du personnel. Cette décision a été prise en concertation avec la Santé publique. Le CSSP indique qu'une école ou un bâtiment d'une école peut être fermé si après enquête, la direction de la Santé publique considère qu'il y a un risque de contagion élevé pour les occupants, ou encore si le Centre de services scolaire en concertation avec la direction de l'établissement estime qu'en raison du taux d'absence des membres du personnel, il n'est pas possible de maintenir les services.



La campagne de sécurité en transport scolaire « M'as-tu vu? » se déroule jusqu'au 14 février

534 824 écoliers québécois vous remercient de faire attention à eux

| Daniel Bastin |

Depuis 1986, il n'y a eu aucun décès parmi les passagers d'un autobus scolaire âgés de 5 à 17 ans. Il s'agit là d'un bilan encourageant, mais les responsables de la 33^e édition de la campagne de sécurité en transport scolaire « M'as-tu vu? » rappellent du même coup que près de 60 % des quelque 906 557 élèves inscrits aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire dans une école publique ou privée au Québec sont transportés par autobus.

La Fédération des transporteurs par autobus (FTA) prend tous les moyens afin d'assurer la sécurité des écoliers, mais malgré tout, elle déplore le fait que trop d'usagers de la route persistent à conduire de façon négligente, voire risquée lorsqu'ils croisent ou suivent un autobus scolaire. Elle demande aux usagers de la route leur contribution pour diminuer les risques d'accident, plus particulièrement en zone scolaire et même dans les cours d'école.

La campagne « M'as-tu vu? » a pour objectif de rappeler aux usagers de la route l'importance d'être attentifs à la signalisation et aux arrêts fréquents des autobus scolaires. Ce slogan tient aussi à interpeller les écoliers afin qu'ils s'assurent d'être vus en tout temps par le conducteur, surtout au moment de traverser la rue, de monter à bord ou de descendre d'un autobus.

Le gouvernement prend part encore une fois à cette 33^e édition qui se déroulera jusqu'au 14 février. « La présente année scolaire a été marquée par plusieurs rebondissements qui ont notamment affecté le transport des élèves », a rappelé le ministre des Transports, François Bonnardel. « Je tiens donc à souligner la collaboration des chauffeurs d'autobus qui ont su faire preuve de résilience et d'adaptation. Malgré le contexte de pandémie, la sécurité en transport scolaire demeure au cœur de nos préoccupations. »

« Le bilan routier, somme toute positif, démontre l'importance de poursuivre les efforts

de sensibilisation et de prévention en transport scolaire », a renchéri pour sa part Stéphane Lefebvre, président du conseil d'administration de la Fédération des transporteurs par autobus. « La sécurité des écoliers doit rester au cœur des priorités de la population. On n'est jamais trop prudent sur la route, surtout en présence d'autobus scolaires. »

Cette campagne est d'autant plus importante qu'en février 2006, un enfant a été mortellement heurté par un autobus scolaire et c'est une tragédie qui pousse les responsables de la Fédération à toujours rappeler l'importance d'adopter en tout temps des comportements sécuritaires.



La contribution des usagers de la route est essentielle pour diminuer les risques d'accident, plus particulièrement en zone scolaire et même dans les cours d'école.



Du 15 au 19 février

Lancement des inscriptions pour les nouveaux élèves dans nos écoles

SCOLAIRE. La période d'inscription pour les nouveaux élèves dans les écoles du Centre de services scolaire des Hautes-Rivières aura lieu du 15 au 19 février pour la maternelle et le primaire et jusqu'au 19 mars pour le secondaire.

La réinscription des écoliers qui fréquentent déjà un établissement du Centre de services scolaire est commencée et se poursuivra jusqu'au 12 février. Les parents ont reçu un courriel de l'école pour procéder à la réinscription par le site Mozaïk Portail Parents.

La réinscription des élèves qui fréquentent déjà le service de garde de leur école aura lieu du 8 au 19 mars et se fera aussi par le site Mozaïk Portail Parents. Un courriel de l'école parviendra aux parents pour les inviter à procéder à la réins-

cription en vue de la prochaine année scolaire.

DOCUMENTS REQUIS

Pour une nouvelle inscription, les parents doivent fournir l'acte de naissance de leur enfant (l'original grand format) ainsi qu'une preuve de résidence (compte de taxes municipales ou scolaires, facture d'électricité ou tout autre document du gouvernement). Le dernier bulletin de l'enfant doit être fourni s'il fréquente déjà une école.

En raison de la pandémie, chaque école a ajusté les modalités d'inscription à sa situation. Les parents sont invités à consulter la page Facebook de l'école que fréquentera leur enfant ou à contacter le secrétariat de l'école pour connaître la façon d'obtenir un formulaire d'inscription et retourner les documents exigés.

MATERNELLE 4 ANS

La maternelle pour les petits de 4 ans est offerte dans les écoles suivantes de Saint-Jean: Bruno-Choquette, Notre-Dame-de-Lourdes (Iberville) et Notre-Dame-du-Sacré-Cœur.

L'enfant doit avoir 4 ans avant le 1^{er} octobre. Certains autres critères doivent être respectés. Il suffit de téléphoner à l'école pour les connaître.



Une année marquée par la COVID au Centre de services scolaire de Sorel-Tracy

Katy Desrosiers | Les 2 Rives

Le Centre de services scolaire (CSS) de Sorel-Tracy a dévoilé son rapport annuel 2019-2020 récemment et c'est sans surprise que des actions ou des objectifs ont été impactés par la pandémie. Malgré tout, le CSS s'en tire avec un déficit contrôlé d'environ 95 000 \$.

Avec la fermeture des écoles le 16 mars 2020, le personnel, les enseignants et les élèves ont dû s'adapter. La scolarisation a été offerte sous différentes formes, à l'aide de trousseaux pédagogiques, de suivis téléphoniques et de vidéoconférences.

Malgré les changements et les pertes de revenus liés à la pandémie, le CSS a réalisé un déficit de 95 565 \$, alors qu'il était autorisé par le ministère de l'Éducation à atteindre 760 578 \$.

Des économies ont été réalisées au niveau de l'énergie avec la fermeture temporaire des établissements. Les perfectionnements annulés et des subventions reçues mais non dépensées en totalité, comme pour les sorties scolaires et les activités culturelles annulées, ont permis de sauver des coûts. La difficulté à recruter du personnel y est aussi pour quelque chose.

La pandémie a également empêché la réalisation de deux sondages, normalement distribués en mai. Le premier, concernant l'intimidation et la violence à l'école, n'a pas été remis aux élèves puisqu'en raison de leur absence prolongée des établissements scolaires, il n'aurait pas été possible de comparer les résultats avec une année où la

fréquentation a été complète. La directrice des communications et du secrétariat général du CSS, M^e Laurence Cournoyer, explique que malgré tout, la sensibilisation s'est poursuivie pour inciter les élèves, tant les victimes que les témoins, à dénoncer les actes de violence et d'intimidation.

L'autre sondage est celui biannuel remis aux parents concernant la satisfaction au regard des communications sur le parcours scolaire de leurs enfants en temps opportun. Il n'a pas été remis pour les mêmes raisons. Toutefois, M^e Cournoyer croit que la COVID a permis d'améliorer les communications. « On s'est modernisés avec les téléphones, les Teams, les ZOOM, les communications par courriel. [...] Dans ce cas, la COVID, contrairement aux autres objectifs où elle nous a apporté un défi supplémentaire, a fait en sorte de nous aider à améliorer les communications entre les parents et les instances scolaires », mentionne-t-elle.

D'autres changements

Pendant l'année scolaire 2019-2020, les commissions scolaires ont été transformées en centres de services scolaires avec l'adoption du projet de loi no 40. Le 15 juin 2020, le changement de gouvernance s'est effectué, entraînant la disparition des commissaires.

Des modifications ont aussi été apportées au niveau des concentrations offertes aux élèves. À compter de 2020-2021, chaque élève qui fait son entrée au secondaire peut choisir entre le programme technologique-scientifique, artistique, sportif (multisports) ou d'éducation internationale. Des classes de renforcement/ressources sont aussi offertes

aux élèves éprouvant des difficultés en français et en mathématiques.

Également en 2019-2020, le ministère avait mandaté les CSS d'évaluer la concentration de plomb dans l'eau potable. Les résultats diffèrent d'une école à l'autre et d'un point d'eau à l'autre dans le même établissement.

M^e Cournoyer assure qu'une intervention a été réalisée aux points d'eau qui ne respectaient pas les taux requis. Des affiches ont été apposées pour indiquer de laisser couler l'eau un certain temps avant de l'utiliser. Des sources ont été rendues inaccessibles. Sous peu, les parents recevront une lettre personnalisée selon l'école de leur enfant.

Dans le plan d'engagement vers la réussite du CSS, l'objectif pour 2023 est d'augmenter à 60 % le nombre des bâtiments qui atteignent un état satisfaisant, soit une cote A, B ou C. Pour 2019-2020, ce taux était à 22,7 %. Me Cournoyer précise que les critères d'évaluation des bâtiments par le ministère ont été récemment modifiés, ce qui pourrait avoir une incidence positive dans les prochaines années. En 2019-2020, des investissements de 3,7 M\$ ont été investis pour des travaux d'entretien.



Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries Les professeurs favorables à une grève

HÉLÈNE GINGRAS
HGINGRAS@GRAVITEMEDIA.COM

CANDIAC. Les membres de l'Association des professeurs de Lignery (APL) présents à l'assemblée générale virtuelle, le 27 janvier, ont voté à 66% en faveur du déclenchement d'une grève de cinq jours qui pourrait être tenue «au moment jugé opportun», dit l'association.

L'APL compte un total de 2 400 professeurs qui œuvrent sur le territoire du Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries. Un peu plus de 600 ont assisté à la réunion de leur syndicat.

Ils ont voulu envoyer un message clair au gouvernement, dit l'APL, devant l'impasse à la table des négociations quant au renouvellement des conventions dans le secteur public. L'APL affirme que les offres gouvernementales sont «jugées insultantes», alors que les profs vivent une crise et que plusieurs sont à bout de souffle.

«Les conditions de travail et de salaire des enseignantes et des enseignants doivent être améliorées. C'est pour la rétention du personnel en place et favoriser la

venue de nouvelles personnes dans la profession qu'il faut donner un coup de barre. Les élèves doivent avoir accès aux services dont ils ont besoin dès que cela est nécessaire et en quantité suffisante pour répondre à leurs besoins», réclame Martine Provost, présidente de l'APL, affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

LIÉ À LA RÉUSSITE DES ÉLÈVES

Une enseignante qui a requis l'anonymat a écrit au **Reflet** pour faire savoir que ce n'est pas l'ensemble des enseignants qui sont favorables à cette grève dans le contexte actuel, ce qui expliquerait le faible taux de participation à l'assemblée.

Même si les conditions de travail des profs sont liées à la réussite des élèves, elle a voulu mettre en lumière le fait qu'elle et ses collègues veulent d'abord et avant tout «de meilleures conditions pour leurs élèves» et que l'enjeu véritable «devrait tourner autour des conditions d'apprentissage de ceux-ci, surtout ceux qui éprouvent des difficultés».

À ce chapitre, l'APL est d'accord. Mme Povost affirme que «c'est actuellement un combat de tous les jours et très souffrant» pour ses membres. La pandémie n'a fait qu'exacerber le problème.



L'école D sera écoresponsable et durable

Le Centre de services scolaires des Chênes (CSSDC) a dévoilé cette semaine les premières images de l'école D. Selon le directeur Yann Lanoie, la nouvelle école primaire se démarque par son emplacement près de la forêt et sa structure hybride.

EMMANUELLE.LEBLOND
@journalexpress.ca

L'établissement scolaire, qui se trouve sur la rue des Tours, dans le quartier du Boisé-de-la-Marconi, est actuellement en construction. L'école D ouvrira ses portes dès la rentrée scolaire 2021.

«Elle est située sur un site enchanteur. La salle polyvalente - où les élèves vont dîner - est ouverte sur deux étages. Elle est fenestrée pour donner une vue sur la forêt», confirme M. Lanoie, tout en précisant que l'établissement scolaire est à quelques pas des sentiers pédestres du parc du Boisé-de-la-Marconi.

Rappelons que du bois naturel sera intégré à l'intérieur de l'école. «La structure est hybride. Elle est composée d'acier et de bois apparent. La structure de bois sera visible dans la partie centrale de l'école, comme la salle polyvalente et la bibliothèque», apporte le directeur.

La future école primaire sera écoresponsable et durable. Un système géothermique assurera la climatisation et le chauffage du bâtiment.

Les groupes

L'école D peut accueillir un total de 24 groupes. Un programme en musique sera également offert. «Le programme particulier en musique au primaire du CSSDC sera à l'école D. Depuis le début, il était offert à l'école Duvernay. Tous les élèves qui sont inscrits à ce programme seront redirigés. Il y aura une classe de 3^e, 4^e, 5^e

et 6^e année.»

En plus des groupes réguliers, il y aura aussi ceux en adaptation scolaire, dont deux classes du programme «l'Envolée», deux classes pour les élèves ayant des difficultés d'apprentissage et une classe «Kangourou».

«Ce qui est emballant comme direction d'école, c'est de constater que l'école est vraiment complète», constate M. Lanoie.

La période d'inscription

Les inscriptions sont en cours et elles se termineront le 31 mars. Les enfants qui se trouvent à l'extérieur du territoire de l'école D peuvent également s'inscrire. Jusqu'à présent, le directeur se réjouit de constater l'intérêt de la population à l'égard de la nouvelle école.

«Il y a beaucoup de demandes de choix d'école. Les gens du secteur sont aussi enchantés. Présentement, on est à l'étape de former un comité consultatif provisoire parce qu'on ne peut pas former de conseil d'établissement étant donné qu'il n'y a pas d'enseignants. En l'espace de trois jours, j'ai eu dix parents qui ont manifesté leur intérêt.»

Le nom officiel de l'établissement scolaire sera déterminé dans les prochains mois. «On va attendre les élèves et les enseignants. Au mois de septembre, on va s'entendre sur un processus pour trouver un nom. On va en trouver plusieurs et ils vont être soumis au CSSDC pour le choix final. Ça va aller assez rapidement», conclut le directeur.



Les enseignants votent pour un mandat de grève

En négociation depuis près d'un an, les enseignants et le personnel de soutien du Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP) se sont prémunis d'un mandat de cinq jours de grève.

Les enseignants ont voté à 68 % en faveur du mandat de grève. Le personnel de soutien a adopté un mandat de grève à la hauteur de 67 %. Les enseignants et le personnel de soutien en défaveur se demandaient surtout si c'était le bon moment d'adopter le mandat de grève, selon le président du Syndicat de Champlain, Éric Gingras. Bien que le syndicat ait en main un mandat de grève de cinq jours, il ne compte pas l'utiliser de sitôt.

« On attend de voir. On voulait se doter d'un mandat afin de dire au gouvernement que nous sommes sérieux dans nos démarches, mais nous ne sommes pas obligés de l'utiliser. [...] Je dis même à la population : aidez-nous à ne pas les utiliser en lançant un message au gouvernement. Quand le gouvernement dit que l'éducation est importante, les membres ne le sentent pas », mentionne M. Gingras.

Les négociations pour le renouvellement de la convention collective ont commencé en janvier 2020. La convention collective s'est terminée le 31 mars 2020. Les négociations achoppent principalement sur les conditions de travail qui pourraient permettre une meilleure attraction et une meilleure rétention du personnel, selon M. Gingras.

Le Syndicat demande un rehaussement du salaire. Il dénonce aussi les suggestions du gouvernement qui alourdissent les tâches des enseignants. « Le gouvernement demande encore des redditions de compte. Il augmente les obligations. Par exemple, les enseignants ont un certain nombre d'heures qu'ils peuvent utiliser comme ils veulent. Ils l'utilisent pour corriger ou faire de la planification. Là, le gouvernement demande à ce que ce soit possible d'assigner les enseignants à des comités durant ces heures. Au final, on dit aux enseignants qu'ils doivent corriger et planifier à la maison, mais pourtant, ça fait partie de la job. Le gouvernement en demande plus sans mettre plus d'argent. »

Pour le personnel de soutien, le Syndicat demande aussi une bonification des salaires jugeant l'écart trop grand entre les secteurs privé et public. Le personnel de soutien doit aussi s'accommoder d'horaires coupés et d'emplois précaires. Le Syndicat veut obtenir des conditions de travail pour assurer des emplois stables.

Le personnel de soutien inclut les éducatrices spécialisées, les éducatrices en service de garde, les techniciens en informatique, les secrétaires et le personnel d'entretien. « Ce sont tous des endroits où c'est difficile de recruter. Ce l'était avant la pandémie. On est en pandémie, c'est encore le cas. Et ça le sera après la pandémie. On espère que ça va changer. »

Le ministère de l'Éducation a choisi de ne pas émettre de commentaire sur le sujet. ■ **S.-E.C.**

450 864-1211

L'Œil

PORTES VERTICALES OUVERTES

LES PROGRAMMES

Une élève retrouvée saine et sauve après trois heures d'angoisse

MICHEL THIBAUT
MTHIBAUT@GRAVITEMEDIA.COM

Des parents ont vécu des heures d'angoisse après la fin des classes le lundi 25 janvier. Désorientée par un changement de trajet de l'autobus scolaire, leur fille de 12 ans est descendue au mauvais endroit dans Ville Mercier et s'est égarée.

Elle a heureusement été retrouvée saine et sauve. Le Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries (CSSGS) exprime ses regrets pour cette mésaventure et assure qu'il a pris des mesures pour éviter qu'elle ne se reproduise.

« J'ai souffert pendant trois heures. J'ai pleuré ma vie. Je pensais qu'elle était kidnappée », confie Annie*. Sa fille a débarqué de l'autobus à environ 3 km de l'arrêt où elle devait se rendre, à proximité de la maison de son père, à qui c'était le tour de l'accueillir pour la semaine. Incapable de trouver le domicile paternel, Suzie* a décidé de marcher jusque chez sa mère à Châteauguay à 8 km. « Elle a pleuré en marchant. Elle était trop gênée pour demander de l'aide », se désole Annie. Suzie n'étant pas toujours pas arrivée à 16 h 50, son père a contacté la mère. L'école a été avisée puis la police alertée.

« La police est venue vite. Ils sont arrivés en cinq minutes. C'est incroyable », apprécie Annie.

« Dès l'appel, le sergent a mobilisé les policiers de Mercier à la recherche d'informations (école, amis, transport scolaire, etc.).

Ceux-ci ont rapidement appris que la jeune fille avait bien quitté son école en autobus scolaire et qu'elle était descendue à Mercier. Rapidement, les policiers ont ratissé le secteur pendant que le sergent planifiait une stratégie d'intervention », explique Vincent Lanctôt, porte-parole de la Ville de Mercier.

Agents, profs, proches et plusieurs bons Samaritains ont cherché Suzie. C'est finalement un citoyen qui l'a trouvée vers 19 h 30 alors qu'elle marchait toujours à Mercier.

Ses parents, soulagés, expriment leur reconnaissance à tous ceux qui ont participé aux recherches. « Cette énergie de solidarité mérite d'être soulignée. Ils méritent tous une médaille de bravoure », considère Annie.

DÉSOLÉS

La mère déplore que le circuit d'autobus ait été modifié sans que son enfant n'en soit informée.

Le Centre de services scolaire regrette la situation. « Il est clair pour le CSSDGS que la situation vécue au sujet de cette jeune fille n'aurait pas dû se produire. Nous sommes sincèrement désolés de la situation exceptionnelle vécue et sommes conscients qu'elle a été une source de stress et d'inquiétude énorme pour les parents et l'élève », exprime sa porte-parole Hélène Dumais.

Elle fait part qu'aussitôt informé, le CSSDGS a « déployé tous les efforts afin de retrouver » Suzie. Des membres du personnel de l'école fréquentée par Suzie ont entre autres participé aux recherches. « Le Service du transport scolaire a aussi fait tout son possible en pareille circonstance: vérifica-

tion des autobus, suivis en direct avec les policiers et l'école, soutien constant durant les recherches », détaille-t-elle.

Mme Dumais souligne que le CSSDGS tient à « remercier chaleureusement » les personnes qui ont participé aux recherches.

CIRCONSTANCES

Hélène Dumais expose que c'est une nouvelle « chauffeuse d'expérience » qui conduisait l'autobus à bord duquel Suzie se trouvait. « Connaissant bien le secteur, elle a jugé qu'un changement dans son parcours permettrait d'assurer une plus grande sécurité pour les élèves tout en réduisant la durée du trajet, leur permettant ainsi d'arriver plus tôt à la maison. Elle a donc pris l'initiative d'optimiser le trajet », explique-t-elle.

La chauffeuse a informé les élèves du changement la semaine précédente mais Suzie n'était pas présente et n'a pas eu l'information.

Hélène Dumais assure: « Chaque élève transporté se retrouve sur la liste de l'autobus assigné. Le chauffeur connaît les lieux de débarquement de chacun et le nombre d'élèves à chacun des arrêts. »

À la suite de cet incident, un rappel des bonnes pratiques aux transporteurs a été mené par le service du transport scolaire, indique le CSSDGS.

*Nom fictif, la famille souhaitant garder l'anonymat



PROJET PRIVÉ

CPE LES JEUNES POUSSÉS DES JARDINS DU QUÉBEC

La livraison du projet de CPE d'environ 2 300 mètres carrés, à Saint-Jacques-le-Mineur, serait prévue en janvier 2022. Un appel d'offres sur invitation concernant l'ingénierie paraîtrait bientôt, tandis que celui pour les entrepreneurs serait publié pendant le mois de mai 2021.

PROJETS PUBLICS

AMQUI

La publication de l'appel d'offres destiné aux entrepreneurs pour la construction d'une annexe de deux étages et des opérations de réaménagement intérieur serait prévue entre l'automne 2021 et l'hiver 2022. Les travaux, estimés à trois millions de dollars, se dérouleraient pendant l'été suivant.

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU

L'appel d'offres relatif aux entrepreneurs concernant les interventions de réaménagement et d'agrandissement du cégep André-Laurendeau, à Montréal, paraîtrait au début de l'année 2022. La fin des interventions serait envisagée en octobre 2023.

COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTREAL

La publication de l'appel d'offres auprès des entrepreneurs pour le remplacement de portes et de fenêtres à l'école John F. Kennedy serait prévue à la fin du mois d'avril 2021. Chiffrés à trois millions de dollars, les travaux se dérouleraient entre les mois de juillet et d'août suivants.

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE

Évalué à deux millions de dollars, l'aménagement d'un laboratoire de recherche en génie de la construction commencerait en novembre 2021. L'appel d'offres destiné aux entrepreneurs serait publié pendant le mois précédent, en septembre 2021.

TRING-JONCTION

La réfection de la route 112, à Tring-Jonction, est inscrite au programme triennal d'immobilisations 2021-2023 de la Municipalité. Les opérations de construction, réalisées en partenariat avec le ministère des Transports du Québec, sont budgétées en 2022.



Communiqué (s)

Après 13 années comme directeur général du CSSBE, Normand Lessard annonce sa retraite

Saint-Georges, 10 février 2021 – C'est lors de la séance du conseil d'administration du Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin (CSSBE) du 9 février 2021 que M. Normand Lessard a annoncé son départ à la retraite après 13 années de loyaux services à la direction générale du CSSBE. Son départ sera effectif à compter du 18 août 2021.

Le sentiment du devoir accompli

Le directeur général a souligné que sa décision était réfléchie et qu'il avait le sentiment du devoir accompli : « Assurer la direction générale d'une organisation comme le CSSBE n'est pas possible sans l'appui et les conseils de toute une équipe de gestionnaires et de la contribution de nos 3 000 employés. Je suis choyé d'avoir été entouré de personnel qui ont à cœur la réussite des élèves. Je suis fier de ce que nous avons accompli ensemble pendant ces 13 années », souligne-t-il.

Lors de la séance publique d'hier, le président du conseil d'administration, M. Miguel Morissette, a exprimé sa tristesse de perdre un allié comme M. Lessard. Toutefois, il a assuré que le conseil d'administration enclencherait rapidement les démarches pour sélectionner la prochaine direction générale. M. Lessard en a profité pour assurer son appui dans l'accueil et la transition de la prochaine personne qui assurera ces fonctions. « D'ici à mon départ, je continue de m'investir à 100 % dans les projets du CSSBE. Je tiens à remercier les membres du conseil des commissaires et les membres du nouveau conseil d'administration pour toute la confiance apportée », a-t-il ajouté.

Une reconnaissance

M. Lessard étant reconnu comme un leader qui a apporté des pratiques collaboratives au sein du CSSBE, les membres du personnel se promettent de préparer un hommage à l'homme qui aura mené l'organisation à des niveaux d'excellence. Il aura été égal à son aspiration, M. Michael Fullan, sommité internationale en éducation.

-30-

Source :

Joannie Demers

Conseillère en communication

418 228-5541, poste 2640 | joannie.demers@csbe.qc.ca

Premier salon virtuel pour les centres de formation professionnelle (CFP) en Abitibi-Témiscamingue

Val-d'Or, le 10 février 2021 – Du 16 au 21 février, le tout premier salon virtuel de la formation professionnelle aura lieu en Abitibi-Témiscamingue. Cet événement, une initiative des cinq CFP de la région, permettra aux jeunes et adultes de découvrir les 50 programmes de la formation professionnelle offerts sur le territoire.

Cette activité vient remplacer la tournée annuelle de promotion des écoles secondaires en septembre et les portes ouvertes des CFP. Malheureusement, nous ne pouvons pas organiser de tels événements depuis mars 2020, explique Jason Yergeau, directeur du CFP Val-d'Or. Nous devons donc nous réinventer et faire preuve d'innovation. Ce salon virtuel est une belle collaboration entre les centres de la région et permettra à tous de venir en apprendre davantage sur nos formations, sur les admissions et sur les préalables. »

Journée clavardage

Le 16 février, une activité clavardage est organisée de 9 h à 19 h afin de permettre aux participants de poser leurs questions à des enseignants et des personnes-ressources connectés tout au long de la journée. Les écoles secondaires de la région auront une période allouée au salon virtuel pour faire découvrir aux élèves les possibilités de carrière dans un centre de formation professionnelle.

Le salon comptera également cinq kiosques de la formation générale des adultes (FGA) de chaque centre de services scolaire. Les représentants de la FGA pourront présenter les services offerts aux élèves qui souhaitent s'inscrire en formation professionnelle (préalables scolaires, concomitance) ou qui désirent poursuivre vers le Cégep après leur formation. De plus, Expérience Québec, organisme régional de recrutement d'élèves internationaux des cinq CFP de la région, sera également présent afin de conseiller les différents élèves de la France qui ont reçu une invitation.

« Il est important d'avoir les services connexes à la formation présents au salon. Nous souhaitons qu'un élève qui participe au salon virtuel constate qu'il sera bien accompagné tout au long de ses démarches d'admission et lors de son parcours de formation, soutient M. Yergeau. »

- 30 -

Source :

Mathieu Ouellet, conseiller en communication
Centre de formation professionnelle Val-d'Or
819 825-6366, poste 2605
ouellet.mathieu@csob.qc.ca

Demandes d'entrevue :

Caroline Neveu, conseillère en communication
Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois
819 825-4220, poste 3013
Neveu.caroline@csob.qc.ca

LES NOUVELLES

CATÉGORIES

CALENDRIERS
SCOLAIRES

PEVR

POLITIQUES ET
RÈGLEMENTS

RAPPORTS ANNUELS

NOUVELLES

PROJET BLUES : PRÉVENIR LA DÉPRESSION CHEZ LES ÉLÈVES DE CALIXA-LAVALLÉE

10 février 2021



Lancé sous forme de projets pilote il y a 5 ans, Blues est maintenant le pilier soutien psychosocial des élèves de l'école secondaire Calixa-Lavallée.

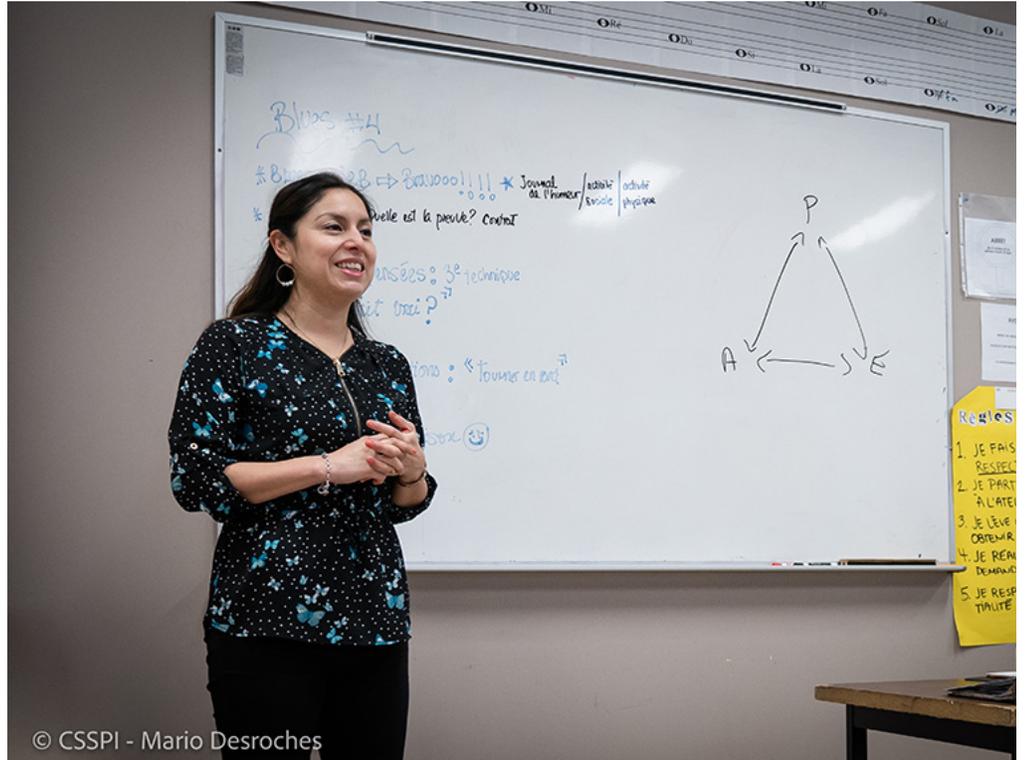
En effet, depuis ses débuts, ce programme d'intervention gratuit, offert directement à l'école, a permis de venir en aide à plus de 125 jeunes présentant des symptômes dépressifs.

L'IMPORTANCE DU DÉPISTAGE SYSTÉMATIQUE

Le programme Blues, développé par des chercheurs américains, a été traduit et adapté par l'[organisme Boscoville](#) et les intervenants de Calixa-Lavallée afin de répondre aux besoins spécifiques de la clientèle de cette école publique en milieu défavorisé et multiethnique.

Chaque année, le projet débute par le dépistage de tous les élèves de secondaire 3 à l'aide d'un questionnaire qui permet d'identifier ceux qui présentent des risques de développer une dépression majeure.

qui ne présentent pas de symptômes extérieurs ou qui ont parfois des antécédents familiaux ou personnels lourds que l'équipe-école ne pourra soupçonner (idées suicidaires, abus, violence)”, mentionne Magaly Huaracha, psychoéducatrice co-responsable du projet à Calixa-Lavallée.



© CSSPI - Mario Desroches

Magaly Huaracha, psychoéducatrice co-responsable du projet Blues.

ATELIERS DE GROUPES POUR APPRENDRE À COMMUNIQUER ET À GUÉRIR

Les jeunes identifiés sont ensuite invités à participer à 6 ateliers hebdomadaires d'une heure, animés par les deux psychoéducateurs responsables. Durant ces ateliers, on propose aux jeunes des outils pour les aider à transformer les idées noires en pensées plus réalistes et positives et trouve des solutions en groupe. On les amène également à se réengager dans les activités qui leur font plaisir et on leur propose des exercices à faire chaque jour pour mettre en pratique les notions apprises.

Les élèves aiment particulièrement la dynamique de groupe, qui leur permet de socialiser et de découvrir qu'ils ne sont pas seuls. On voit même ces jeunes souvent introvertis se faire des amis dans le groupe, amis qu'ils gardent parfois jusqu'à la fin du secondaire.

“Le projet est super et m'aide beaucoup. Ça m'a permis d'être plus sociale, plus forte, on se sent à l'aise de communiquer. C'est important d'aller chercher de l'aide quand ça ne va pas, parce qu'avec des conseils, on peut mieux penser.”

- Élève participant au programme Blues.

a l'école et que c'est une très bonne expérience. On peut parler ouvertement sans jugement entre nous. Quand on ne va pas bien, il faut parler à une personne de confiance, car on peut avoir des pensées négatives et mettre fin à sa vie. Ce projet m'a vraiment aidé car je ne faisais pas confiance aux gens et maintenant je fais confiance aux gens que j'apprécie. Je pense que tout le monde devrait avoir accès à Blues, car ce n'est pas parce qu'on rit qu'on est forcément heureuse. **MERCI BLUES!!!**

- Élève participant au programme Blues.

SUIVI PERSONNALISÉ ET FILET DE SÉCURITÉ

Si un participant à Blues en exprime le besoin ou si on constate qu'il vit avec des problèmes plus lourds, les psychoéducateurs lui proposent des rencontres individuelles et peuvent également le référer à des ressources externes.

On s'assure également de maintenir un filet de sécurité autour de l'élève, et jusqu'à la fin de son passage à Calixa. **“Il est souvent plus facile pour les jeunes de parler avec un intervenant qu'ils connaissent que d'appeler Te Jeunes ou aller au CLSC pour demander de l'aide”** mentionne Vincent Courtemanche, psychoéducateur co-responsable du projet.



© CSSPI - Mario Desroches
Vincent Courtemanche, psychoéducateur co-responsable du projet Blues.

INVESTIR DANS LE BIEN-ÊTRE PSYCHOLOGIQUE DES JEUNES

Le projet Blues a vu le jour à Calixa-Lavallée grâce à la volonté de la direction qui a cru en l'importance de prendre soin de la santé mentale des élèves et a accordé des ressources financières et humaines pour mettre en place et faire

l'initiative est maintenant solidement implantée dans les pratiques et toute l'équipe-école a emboîté le pas. En effet, la collaboration des enseignants, de professionnels et du personnel de soutien est essentielle pour permettre aux jeunes de s'investir dans le programme, que ce soit par l'aménagement des horaires, de la récupération, des reprises d'examens ou de simples encouragements.

Au fil des ans, on a constaté à quel point ce programme était bénéfique pour la santé mentale des élèves, en plus de leur permettre d'améliorer leurs apprentissages. **“Quand un élève souffre en silence, il n'est pas disponible pour apprendre. Après Blues, la majorité des participants se sentent mieux et sont donc mieux disposés à apprendre et à réussir”**, souligne M. Archambault.

“Il est tellement gratifiant de constater que grâce à ces ateliers, nous pouvons redonner le goût à la vie à ces jeunes et les aider à garder espoir dans l'avenir. Les symptômes dépressifs touchent particulièrement les adolescents, l'école est souvent leur principal milieu de vie, alors ça vaut vraiment la peine d'investir dans ce type d'intervention”, rappelle Mme Huaracha.



Longue vie au projet Blues!

← [Retour à la liste des nouvelles](#)



ANALYSE DU TAUX DE RÉUSSITE DES ÉLÈVES DANS LES LAURENTIDES Le Centre de services scolaire des Laurentides souligne les résultats positifs des élèves du primaire et du secondaire

(Sainte-Agathe-des-Monts, le 10 février 2021) – Les données colligées et rendues publiques récemment par la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE) peuvent sembler préoccupantes pour les jeunes que l'on identifie dorénavant comme la « cohorte Covid » du Québec. Or, il appert que les élèves du primaire et secondaire des établissements desservis par le Centre de services scolaire des Laurentides (CSSL) tirent assez bien leur épingle du jeu, comme le démontrent les résultats publiés dans un rapport comparatif entre le bulletin de la 2^e étape de l'année scolaire 2019-2020 et le bulletin de la 1^{re} étape de l'année scolaire 2020-2021. Un constat positif se dégage de l'analyse du taux de réussite des élèves sur le territoire du CSSL. Cette nouvelle est à la fois rassurante et source de grandes fiertés.

Fruit des efforts déployés par les élèves, leurs parents et tous les membres du personnel scolaire, le CSSL souligne que, malgré le contexte déstabilisant et les défis que la pandémie nous impose, **les élèves du primaire ont obtenu des résultats académiques similaires à ceux de l'année dernière**, avec un taux de réussite de 94,1 % en français et de 90,9 % en mathématiques. Autre bonne nouvelle, le nombre d'élèves aux prises avec des difficultés d'apprentissage est demeuré inchangé.

Au secondaire, le CSSL anticipait des résultats moins performants étant donné que les élèves du secondaire ont été privés d'école plus longtemps au printemps dernier, qu'il y a eu un plus grand nombre de classes qui ont dû être fermées pour éviter la propagation du virus, et que l'horaire hybride des jeunes de secondaire 3, 4 et 5 les oblige à une alternance entre leur présence à l'école et les cours à distance. Pour ces raisons, des conséquences sur leurs performances académiques étaient attendues, alors que les données s'avèrent plus positives en réalité.

Chez les élèves du secondaire, l'augmentation moyenne de 1,2 point en français est de bon augure. Pour ce qui est de la variation négative de 3 points en mathématiques, cela n'est pas inquiétant étant donné que cet écart ne représente pas une menace d'échec. Cette situation n'est ni catastrophique ni irrécupérable. Ces résultats sont donc encourageants et porteurs d'espoir pour la « cohorte Covid » des Laurentides.

Le directeur général du CSSL, M. Sébastien Tardif, se réjouit : « Collectivement, nous avons de quoi être fiers. La collaboration et le resserrement de toutes les ressources éducatives autour des élèves ont assuré une continuité des apprentissages solaires, en dépit des difficultés que la pandémie a engendrées. C'est énorme ce qui a été accompli ces derniers mois dans les écoles. Je félicite les élèves, je remercie leurs parents et je rends un hommage particulier à tous les membres du personnel du CSSL qui font un travail remarquable, jour après jour. »

La réussite éducative ne se bâtit pas en un jour. Tout au long du parcours scolaire des élèves, chaque petit geste compte. Le CSSL rappelle qu'à la veille des Journées de la persévérance scolaire, qui se tiendront du 15 au 19 février prochains, il est d'autant plus important de soutenir les efforts des élèves, de les féliciter et de les encourager à persévérer.

— 30 —

Source : Sarah RICHER, coordonnatrice
Service du secrétariat général et des communications du CSSL
Tél. : 819 326-0333, poste 21400 / Cell : 450-512-8147
sg@cslaurentides.qc.ca

Pandémie de COVID-19 - Le ministère de l'Éducation fait le point sur le premier bulletin

NOUVELLES FOURNIES PAR

Ministère de l'Éducation →

Févr 10, 2021, 15:20 ET

QUÉBEC, le 10 févr. 2021 /CNW Telbec/ - Afin de dresser un portrait de la situation des apprentissages réalisés par les élèves en période de pandémie, le ministère de l'Éducation a procédé à l'analyse d'un échantillon représentatif de résultats du premier bulletin. Cette analyse confirme que la hausse du taux d'échec depuis le début de l'année scolaire n'est pas aussi importante que celle qui était appréhendée, les taux demeurant relativement stables par rapport à ceux de l'année précédente.

La collecte d'informations effectuée auprès du réseau scolaire a permis au Ministère de récolter les taux de réussite en langue d'enseignement et en mathématique (raisonnement) pour les élèves de troisième et sixième année du primaire, de même que pour l'ensemble des niveaux du secondaire. Les taux de réussite en sciences (théorie) et en histoire pour la quatrième secondaire ont également été compilés et analysés. Au total, 198 écoles publiques et 16 écoles du réseau privé ont participé à la collecte de données. Les résultats obtenus ont été comparés avec le bulletin de l'année scolaire 2019-2020 remis en février 2020 pour permettre de déterminer si les circonstances exceptionnelles d'apprentissage avaient eu un effet sur la réussite des élèves.

Dans le but de mieux soutenir la persévérance scolaire chez les élèves dans la conjoncture actuelle, le gouvernement a procédé à un nouvel ajustement du Régime pédagogique pour l'année scolaire 2020-2021. Il faut savoir que la dernière étape compte habituellement pour 60 %. Exceptionnellement, cette année, pour les élèves du préscolaire, du primaire et du secondaire, la première étape comptera pour 35 % de la note finale, alors que la seconde sera pondérée à hauteur de 65 %. Cela devrait permettre aux élèves qui auraient éprouvé des difficultés plus importantes durant les premiers mois de l'année scolaire d'augmenter leurs chances de réussir leur année scolaire et de poursuivre leur cheminement vers le niveau supérieur.

Le Ministère a également lancé une stratégie d'entraide éducative et de bien-être à l'école pour favoriser la réussite scolaire, notamment par la mise en place d'un programme de tutorat, et a précisé les apprentissages prioritaires en contexte de pandémie.

Faits saillants

- Au primaire, les résultats du premier bulletin 2020-2021 sont similaires à ceux obtenus l'an dernier, tant en langue d'enseignement (français/anglais) qu'en mathématique.
- En 1^{re} secondaire, une hausse du taux de réussite est observée en mathématique (+3,1 %) entre les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021.
- En 3^e secondaire, une baisse du taux de réussite est observée en mathématique (-3,0 %) et en 4^e secondaire (-4,2 %) entre les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021.
- La 3^e secondaire est l'année démontrant les plus hauts taux d'échec en écriture et en mathématique, tant l'an dernier que cette année.
- Les résultats de 3^e, 4^e et 5^e secondaire ne démontrent pas d'écarts significatifs par rapport aux autres niveaux, confirmant possiblement que l'apprentissage en alternance n'entraîne pas une hausse du taux d'échec.
- Contrairement aux autres niveaux, les élèves de la 1^{re} secondaire ont amélioré leur taux de réussite cette année en écriture et en mathématique par rapport à l'année dernière.
- L'écriture en 4^e secondaire, la mathématique en 2^e et 5^e secondaire ainsi que l'histoire en 4^e secondaire sont les matières qui sont restées les plus stables (variation du taux de réussite de moins de 1 % par rapport à l'année dernière).

Informations complémentaires

- L'échantillon de la collecte d'informations se détaille comme suit :
 - 108 sont des écoles primaires, 9 sont des écoles primaires-secondaires et 97 sont des écoles secondaires;
 - des 214 établissements d'enseignement sondés, 181 utilisent le français comme langue d'enseignement, représentant un effectif total d'environ 84 000 élèves.
- En ce qui concerne les écoles publiques :
 - 68 sont situées dans la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM);
 - 71 possèdent un indice de milieu socio-économique (IMSE) défavorisé (8-10), 76 ont reçu la cote moyenne (4-7), alors que 51 sont favorisées (1-3).

Lien connexe

- Consulter le rapport sur le site Web du Ministère :
http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PSG/statistiques_info_decisionnelle/Rapport-bulletins-covid.pdf

SOURCE Ministère de l'Éducation

Nouvelle phase de négociation exploratoire - La FAE répond présente, mais demeurera vigilante

NOUVELLES FOURNIES PAR

Fédération autonome de l'enseignement (FAE) →

Févr 10, 2021, 09:53 ET

MONTRÉAL, le 10 févr. 2021 /CNW Telbec/ - La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) répond favorablement à l'invitation de la présidente du Secrétariat du Conseil du trésor, Sonia LeBel, à entreprendre une phase exploratoire de négociation. Au cours de celle-ci, la FAE souhaite en arriver à une entente satisfaisante pour ses membres sur la base de ses revendications.

Dans le but de renouveler le contrat de travail du personnel enseignant qui est échu depuis le 31 mars 2020, la FAE négocie en fonction des quatre grandes priorités suivantes :

1. La reconnaissance de l'apport des enseignantes et enseignants à la société québécoise en bonifiant leur condition économique et en améliorant la conciliation famille-travail-vie personnelle;
2. Une tâche recentrée sur l'enseignement et un meilleur accès à des contrats au secteur de l'éducation des adultes (EDA) et de la formation professionnelle (FP);
3. Une composition de classe respectueuse des enseignantes et enseignants ainsi que de leurs élèves à risque, élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA) et élèves ayant des besoins particuliers (EBP);
4. L'assurance d'une communication transparente et d'une transmission d'informations efficaces pour de meilleures relations de travail.

« La crise sanitaire ayant exacerbé les conditions de travail déjà difficiles des profs, les représentants patronaux devront faire preuve d'ouverture et d'écoute dans le cadre de cette nouvelle phase. Les membres de la FAE n'ont pas oublié qu'au printemps dernier, le gouvernement a tenté de profiter de la pandémie pour régler à rabais lors d'une première phase exploratoire », indique Sylvain Mallette, président de la FAE.

Consultation des profs sur un mandat de grève générale illimitée

Tout en participant de bonne foi à cette phase exploratoire de négociation, la FAE ne lève pas le mandat qui vise à consulter les enseignantes et enseignants sur la tenue d'une grève générale illimitée à compter du 31 mai 2021 si la négociation ne débloque pas. Ce mandat a été voté à l'unanimité par les personnes déléguées des syndicats affiliés à la FAE lors du Conseil fédératif de négociation (CFN), qui s'est tenu le jeudi 4 février dernier. Les enseignantes et enseignants membres des syndicats affiliés à la FAE seront maintenant appelés à se prononcer sur le sujet dans le cadre d'assemblées générales virtuelles qui seront organisées par leurs représentantes et représentants locaux.

« Depuis plus d'un an, le gouvernement et ses représentantes et représentants aux tables de négociation font le choix délibéré d'ignorer nos propositions. Qui plus est, les offres patronales s'inscrivent dans une logique d'affaiblissement de notre profession, malgré leur prétention de vouloir la revaloriser, et témoignent d'une non-reconnaissance de l'expertise détenue par les profs. Bien que les tables de négociation se soient rencontrées à plus d'une soixantaine de reprises et qu'une médiation ait eu lieu, aucune avancée significative n'a été réalisée. Le blocage aux tables de négociation est bien réel, et l'objectif de la FAE et de tous ses syndicats affiliés est d'en arriver à une entente satisfaisante avec le gouvernement du Québec pour revaloriser la profession enseignante, notamment sur le plan salarial », conclut M. Mallette.

Profil de l'organisation

La FAE regroupe neuf syndicats qui représentent près de 49 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, de l'enseignement en milieu carcéral, de la formation professionnelle, de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que 1 800 membres de l'Association de personnes

Enquête sur la santé psychologique étudiante en temps de COVID : Des constats alarmants, des solutions pressantes.



NOUVELLES FOURNIES PAR

Union étudiante du Québec →

Févr 10, 2021, 06:00 ET

MONTRÉAL, le 10 févr. 2021 /CNW Telbec/ - L'Union étudiante du Québec, regroupant plus de 90 000 étudiants et étudiantes universitaires, présente aujourd'hui les résultats de son « Enquête courte sur la santé psychologique étudiante en temps de pandémie COVID-19 ». (<https://bit.ly/3p5FrBQ>)

En effet, la firme Léger a sondé 1209 membres de la communauté étudiante universitaire provenant de 17 universités à travers la province pour brosser un portrait le plus complet possible sur l'état de santé psychologique étudiante pendant l'automne 2020. L'enquête mène à des constats alarmants.

En Bref :

- 81 % des personnes répondantes ont eu un score élevé sur l'échelle de détresse psychologique. D'ailleurs, 51% des étudiants et des étudiantes indiquent avoir ressenti que leur niveau de détresse a augmenté depuis le début de la session d'automne. Cette autoévaluation d'autant plus inquiétante montre que les taux d'idéations et de tentatives de suicide rapportés sont importants, respectivement de 7% et de 3%.
- Les résultats montrent que 52% des personnes répondantes ont mentionné avoir ressenti un besoin de soutien psychologique depuis le début de la session d'automne 2020. Parmi ces personnes, plusieurs ont indiqué ne pas avoir recours à une aide professionnelle (77%) même si elles en ressentent le besoin; les raisons évoquées le plus souvent sont les coûts trop élevés (47%) et le manque de temps (52%).
- Les principaux facteurs de stress identifiés sont la charge de travail dans les études (65%), le manque de relation sociale (61%) et les cours en ligne (56%).
- La majorité des personnes interrogées rapportent qu'elles manquent de compagnie plus souvent qu'avant (61%) et qu'elles se sentent isolées plus souvent qu'avant (72%)
- Une proportion importante des personnes répondantes a indiqué que le soutien offert par leur université et par les membres du corps enseignant a diminué, respectivement de 35% et de 40%.

Citation :

« Pour l'UEQ, certaines solutions sont claires : le gouvernement de la CAQ doit reconduire l'ensemble des sommes injectées cette année en santé mentale dans les universités québécoises. De plus, le Québec doit se doter d'un plan d'action ambitieux en matière de santé psychologique dans nos universités et le prochain budget doit le financer entièrement. » - Jade Marcil, présidente de l'UEQ

« Malgré les investissements en santé psychologique et pédagogique de l'automne, le soutien ne se fait pas sentir. Les universités doivent être plus transparentes sur l'utilisation des investissements gouvernementaux. » - Jade Marcil, présidente de l'UEQ

Pour consulter l'enquête : <https://bit.ly/3p5FrBQ>

À propos de l'UEQ

La FPPE-CSQ demande au ministre de l'Éducation d'exiger le maintien du service d'animation spirituelle pour soutenir les élèves durant la pandémie

NOUVELLES FOURNIES PAR

Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) →

Févr 10, 2021, 12:22 ET

MONTRÉAL, le 10 févr. 2021 /CNW Telbec/ - Cette semaine, la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) souligne un triste anniversaire: le retrait dans la Loi sur l'instruction publique de la notion de vie spirituelle qui favorisait l'épanouissement des élèves, une des responsabilités importantes de l'école. Ainsi, la fédération demande au ministre de l'Éducation de manifester officiellement son appui au maintien du service d'animation spirituelle et d'engagement communautaire (SASEC) dans les écoles du Québec à ce moment crucial pour la réussite scolaire.

Rappelons qu'il y un an, le gouvernement de la CAQ faisait adopter sous bâillon le projet de loi 40 transformant les commissions scolaires francophones en centres de services scolaires. C'est du moins ce dont on a le plus parlé. Mais, dans la foulée de ces changements, il y a eu également l'abrogation des articles 6 et 226 de la Loi sur l'instruction publique, retirant les mentions d'offre de services d'animation à la vie spirituelle aux élèves, mettant ainsi la table pour leur extinction à petit feu.

Les conséquences de ces abrogations se font sentir depuis dans le milieu scolaire. Certaines directions considèrent à tort de ne plus être dans l'obligation d'offrir ces services aux élèves. Certains centres de services scolaires vont jusqu'à exprimer l'intention d'abolir tout simplement le SASEC. La FPPE-CSQ déplore que, malgré des demandes répétées, il n'y a pas eu d'évaluation

du programme depuis des années. Le modèle dysfonctionnel de financement des services à l'élève ferait en sorte que les directions d'établissement doivent se concentrer sur les services curatifs plutôt que la prévention, le bien-être et le développement global. Or, la pandémie met en évidence plus que jamais l'importance de considérer l'école comme un milieu de vie offrant des services universels à tous les élèves. La fragilité actuelle du SASEC est d'autant plus inquiétante.

Le SASEC est construit en fonction des quatre caractéristiques d'une école publique non confessionnelle : une école commune, inclusive, démocratique et ouverte. La mise en place de ce service s'est faite dans la foulée de la révision durant la réforme éducative en 2000, qui définissait la mission de l'école autour de trois axes : instruire, socialiser et qualifier. Elle est un pilier de la laïcité scolaire. Il ne faudrait pas que la peur des mots rende nos écoles moins outillées pour répondre aux besoins des élèves en contribuant davantage à fragiliser un service qui est pourtant essentiel à long terme.

À l'heure où le ministère de l'Éducation se penche sur la révision du programme d'Éthique et culture religieuses, la FPPE-CSQ réitère sa demande que le ministre mette sur pied un comité qui fera l'évaluation de la situation du SASEC dans toutes les écoles du Québec. La fédération demande à Jean-François Roberge d'exiger le déploiement du SASEC en bonne et due forme dans tous les centres de services scolaires et de voir à en assurer le financement nécessaire pour le maintenir. Ce service peut faire toute la différence dans le parcours scolaire et particulièrement en cette année éprouvante pour tous, car le SASEC favorise non seulement la réussite éducative, mais aussi le bien-être de l'élève dans sa globalité.

« En mars 2020, la FPPE-CSQ présentait un rapport sur l'importance du SASEC qui est une partie prenante de la mission de l'école. Ces professionnelles et professionnels passionnés mettent en place des lieux de réflexion, d'échange et d'expérimentation indispensables pour le développement des jeunes. C'est l'un des rares services d'intervention universels qui sont accessibles à l'ensemble des élèves d'une école, peu importe leur niveau. Un an plus tard, il faut tout mettre en œuvre pour préserver ce service en voie de disparition, qui était offert dans chacune des commissions scolaires. Aujourd'hui plus que jamais, nous demandons un appui formel du ministre de l'Éducation et son engagement de faire un état de la situation », réclame Jacques Landry, président de la FPPE-CSQ.

Profil de la FPPE-CSQ

Résultats au 1er bulletin de l'année scolaire 20-21 - La Fédération des établissements d'enseignement privés observe peu de changement dans la réussite des élèves

NEWS PROVIDED BY

Fédération des établissements d'enseignement privés →

Feb 10, 2021, 18:06 ET

MONTRÉAL, le 10 févr. 2021 /CNW Telbec/ - La Fédération des établissements d'enseignement privés considère que la pondération du 1^{er} bulletin, fixée à 35 % de l'année scolaire, est adéquate et remercie le ministre de l'Éducation d'avoir répondu à sa demande d'ajuster cette pondération.

En ce qui concerne ce 1^{er} bulletin, la Fédération a réalisé un sondage auprès de ses membres pour connaître les taux de réussite des élèves qui fréquentent une école privée régulière au primaire ou au secondaire. De façon générale, ces taux sont similaires à ceux des années précédentes. On observe toutefois une légère baisse des moyennes des élèves de 3^e et 4^e secondaire en mathématiques et en français, ce qui amène la Fédération à demander au gouvernement de ramener les élèves à temps plein à l'école dès que possible. Étonnamment, les nouvelles approches pédagogiques mises en place dans le contexte de la pandémie semblent bénéficier à certains élèves, notamment ceux de 6^e année et du 1^{er} cycle secondaire, alors qu'un nombre significatif d'écoles observent une hausse des résultats de ces élèves comparativement à l'année dernière.

Par ailleurs, la Fédération tient à rassurer les parents des élèves qui fréquentent une école privée à l'effet que les élèves seront adéquatement préparés à passer au niveau supérieur à la fin de l'année. De façon générale, les écoles privées s'ajustent au contexte, mais continuent à

avoir des exigences élevées à l'égard de leurs élèves afin de les amener à développer leur plein potentiel malgré les contraintes liées à la pandémie.

« Plutôt que de faire beaucoup de rattrapage en début d'année, plusieurs écoles privées ont adopté une approche où les enseignants s'assurent, avant d'aborder de la nouvelle matière, que tous les élèves de la classe maîtrisent bien les savoirs préalables. Ainsi, le rattrapage se fait tout au long de l'année, explique David Bowles, président de la Fédération. Les recherches réalisées lors de la fermeture des écoles en Louisiane à la suite de l'ouragan Katrina démontrent que cette approche est plus efficace pour rattraper le temps perdu. Les élèves auront vu toute la matière au programme de leur année en juin et maîtriseront les différentes compétences propres à leur niveau. »

Sondage de la FEEP auprès de ses membres

Au total, 44 % des écoles régulières membres de la Fédération ont répondu à ce sondage.

Résultats au primaire

Les questions portaient sur la 3^e et la 6^e année.

Le nombre d'élèves qui ont obtenu un échec dans les matières de base est très faible alors que plus de 95 % des élèves ont obtenu la note de passage en français et en mathématiques.

Pour la 6^e année, 94 % des écoles considèrent que les résultats de leurs élèves au 1^{er} bulletin sont similaires à ceux de l'année dernière ou plus encourageants.

Résultats au secondaire

Dans l'ensemble, les taux de réussite sont similaires à ce qu'on observe habituellement dans les matières de base (français, mathématiques et, pour la 4^e secondaire, sciences et histoire).

En 1^{re} et 2^e secondaire, la vaste majorité des écoles indiquent que la situation est similaire ou meilleure que l'année dernière.

En 3^e et en 4^e secondaires, même si les taux d'échecs demeurent faibles, on observe une légère baisse des résultats. Environ le tiers des écoles signalent que la situation est plus inquiétante que l'année dernière, alors que seulement 17 % indiquent qu'elle s'est améliorée.